



CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE : CE QUE L'AFRIQUE PRÉPARE

Bénin ▪ Burkina Faso ▪ Côte d'Ivoire
République démocratique du Congo
Ghana ▪ Madagascar ▪ Sénégal

Novembre 2016

MÉTHODOLOGIE

Cette étude concernant le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, Madagascar, la République démocratique du Congo et le Sénégal a été réalisée du 20 avril au 7 juillet 2016 en trois étapes :

1. Collecte d'informations sur le paysage numérique dans les sept pays de l'étude ;
2. Identification des acteurs de chaque pays dans les principales catégories du web citoyen avec l'aide de contributeurs locaux ;
3. Entretiens approfondis (une heure environ) avec 40 acteurs du web citoyen ou experts de l'action citoyenne réalisés par Cédric Kalonji, envoyé spécial dans cinq pays (Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Sénégal) et les contributeurs locaux. Certains entretiens ont également été réalisés à Paris, notamment à l'occasion de la conférence #4MParis organisée par CFI les 20 et 21 avril 2016.

À l'occasion de ce travail de collecte d'information, les auteurs ont été amenés à rencontrer des activistes citoyens ressortissants d'autres pays que ceux de l'étude. Lorsque cela a semblé pertinent, ils ont inséré leurs commentaires dans ce rapport. Cela concerne notamment le Cameroun et le Mali.

La rédaction a été achevée le 25 octobre 2016 (date d'actualisation des dernières données).

AUTEURS

Cédric Kalonji, Philippe Couve et Julien Le Bot

CONTRIBUTEURS

Bénin - Sinatou Saka
Burkina Faso - Justin Yarga
Côte d'Ivoire - Cyriac Gbogou
Ghana - Edward Amartey-Tagoe
Madagascar - Lalatiana Rahariniaina
RD Congo - Yves Zihindula
Sénégal - Lucrèce Gandigbe

AVEC

Ange Kasongo
Mansour Abderahmane
et Marianne Rigaux

DÉFINITION

Dans ce rapport est employé le terme générique « acteurs citoyens » pour désigner l'ensemble des personnes exploitant les possibilités des outils et services numériques pour renforcer et approfondir les pratiques démocratiques en favorisant la participation, la transparence et la redevabilité. Ces acteurs peuvent être journalistes, blogueurs, membres d'OSC (Organisations de la Société Civile), développeurs informatique, etc.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ ANALYTIQUE (EXECUTIVE SUMMARY)	5
1. INTRODUCTION	6
2. ÉTAT DES LIEUX NUMÉRIQUE	8
Le téléphone mobile pour tous (ou presque)	8
Le lent décollage de l'internet	8
Quand Facebook devient synonyme d'internet	9
Facebook, la caisse de résonance sociale	9
Sur la voie du développement technologique	10
3. PROFILS DES ACTIVISTES	11
Génération « action citoyenne »	11
Des acteurs citoyens bien formés qui deviennent formateurs	11
Motivé.e.s	12
Où sont les femmes ?	13
Activistes, le cap des 35 ans	14
4. INFRASTRUCTURES	15
Bande passante	15
La tentation de la coupure de l'internet	16
Délestages électriques	16
Un internet qui coûte trop cher	16
Hébergement	16
Lieux de rencontres et de partage	17
5. MOBILES ET RÉSEAUX SOCIAUX	18
L'omniprésence du mobile	18
Le rôle central de Facebook	18
La montée en puissance très rapide de Whatsapp	19
Les promesses de Viber	20
L'amorce de décollage de Snapchat auprès des jeunes	20
Des outils et des pratiques en perpétuelle évolution	20
6. CIRCULATION DE L'INFORMATION	21
L'enjeu de la qualité	21
Des besoins immenses en matière de formation	23
Questions de sécurité	24
7. PARTICIPATION CITOYENNE	25
L'émotion comme déclencheur de mobilisation	25
Développement de réseaux citoyens	25
Production et partage des données citoyennes	28
8. LIBERTÉ DE LA PRESSE ET LIBERTÉ D'EXPRESSION	30

9. GOUVERNANCE OUVERTE	32
Dialogue avec les décideurs	32
Ouverture des données et transparence	33
Co-création des lois et décisions gouvernementales	34
10. LA QUÊTE DU MODÈLE ÉCONOMIQUE	36
Les <i>community managers</i>	36
Monétiser son audience sur Facebook	36
La difficile question du financement des médias en ligne	37
Le poids des bailleurs dans le financement des actions citoyennes	37
Financement participatif ?	37
11. CONCLUSION	39

ANNEXES

- Bénin
- Burkina Faso
- Côte d'Ivoire
- Ghana
- Madagascar
- République démocratique du Congo
- Sénégal
- Liste des interviewés par ordre alphabétique
- Abécédaire

RÉSUMÉ ANALYTIQUE (EXECUTIVE SUMMARY)

En Afrique, comme ailleurs, l'appropriation à grande vitesse de l'internet et des réseaux sociaux par les individus puis —plus lentement— par les organisations (médias, entreprises, institutions publiques, ONG, OSC, etc.) reconfigure rapidement et fortement l'espace public.

Devenus producteurs, commentateurs et diffuseurs de contenus (données, messages, commentaires, photos, vidéos), les citoyens disposent de capacités inédites pour s'exprimer, se faire entendre et aussi pour s'organiser à moindre coût.

Sur le terrain, dans les sept pays de l'étude, cette situation génère autant d'opportunités que de risques, suscite autant d'espoirs que de craintes. L'accès de tous à l'expression publique ou au partage de la connaissance cohabitent avec la désinformation et la crainte d'une surveillance généralisée.

Dans ce contexte, l'approfondissement des pratiques démocratiques, dans les pays étudiés, passe, certes, par le renforcement des capacités des médias et des journalistes pour qu'ils puissent s'emparer pleinement des outils numériques, mais aussi par la montée en puissance d'un grand nombre de « nouveaux » acteurs citoyens qui ont déjà montré, notamment lors de rendez-vous électoraux, l'impact positif qu'ils pouvaient avoir.

Les enjeux liés à la qualité et à la diversité de l'information disponible dans ces pays, à la transparence de l'action publique et à la redevabilité des institutions, sont intimement liés à l'existence d'un écosystème structuré qui englobe des journalistes, des blogueurs, des développeurs informatiques, des représentants d'administrations publiques, des spécialistes des données ou de la cartographie, des membres d'OSC ou d'ONG, etc.

1. INTRODUCTION

À Dakar, Cotonou, Accra ou Abidjan, dans le bus, aux terrasses des restaurants, dans les « maquis », la tête inclinée sur leurs téléphones mobiles, des dizaines de jeunes font courir leurs doigts sur les écrans. En quelques petites années, cette jeunesse connectée est devenue partie intégrante du paysage urbain.

Cette irruption du numérique et de l'internet mobile coïncide avec une réalité démographique inédite : « *Chaque année entre 2015 et 2035, environ 5 millions de personnes vont atteindre l'âge de 15 ans sur le continent, tandis que partout ailleurs dans le monde la population deviendra plus âgée*¹ », remarque la Banque mondiale avant d'ajouter que « *l'Afrique se trouve face à une opportunité sans précédent* ».

Le désir d'émancipation de la jeunesse passe par les outils numériques

Selon les prévisions de la **Banque mondiale**², « *seul un quart des jeunes qui vont entrer sur le marché du travail trouveront un emploi salarié, et seulement une petite partie d'entre eux pourront bénéficier d'un emploi formel et sûr dans une entreprise "moderne", alors que la majorité des jeunes seront dans le secteur informel* ».

Ce poids grandissant des jeunes au sein de la population est une dimension importante dans les changements observés dans le domaine du numérique, estime **Alexandre Gubert Lette**³ du Rufisque Tech Hub, près de Dakar, au Sénégal : « *L'augmentation exponentielle du nombre de jeunes constitue un changement fondamental en Afrique. Le numérique met des outils à leur disposition. Et donc, il y a chez eux ce désir puissant de s'émanciper, ce désir d'utiliser de nouveaux canaux pour s'exprimer, pour exister aux yeux du monde* ».

L'internet pour s'exprimer, mais l'internet aussi pour s'informer différemment comme le constate **William Rasoanaivo**⁴, dessinateur de presse malgache :

« Avant l'arrivée de l'internet, la population devait se contenter d'une information tronquée, censurée et orientée par les tenants du pouvoir. Cette information diffusée par les médias d'État ne pouvait pas être commentée, et encore moins remise en question. L'arrivée du web et des réseaux sociaux a inauguré l'ère du débat ouvert. Les citoyens lambda peuvent désormais prendre la parole sans intermédiaire et lancer des discussions sur les sujets qui les intéressent vraiment ».

L'internet et les réseaux sociaux jouent désormais un rôle essentiel dans la diffusion de l'information (et des rumeurs) et imposent une mutation profonde du paysage médiatique.

Ces profonds changements sont également perceptibles dans les interactions entre populations et décideurs politiques et administratifs. Nos interlocuteurs s'accordent sur un point : administration et acteurs politiques marquent leur présence sur les réseaux sociaux (pages Facebook, comptes Twitter) même s'ils n'occupent pas au mieux ce terrain numérique qu'ils connaissent mal, selon **Israël Guebo**⁵, journaliste et blogueur ivoirien :

« Ils ne donnent pas le sentiment de saisir la dimension horizontale de la communication sur les réseaux sociaux, mais de plus en plus d'instances publiques créent des comptes sur les principales plateformes sociales. Certaines vont jusqu'à embaucher des community managers chargés de la gestion de leur présence en ligne. Malgré cela, les comptes officiels des ministères ou des personnalités politiques se contentent de diffuser. Ils ne sont pas à l'écoute et ne répondent que très peu aux interpellations des internautes. »

Réseaux sociaux et applications de messagerie instantanée s'imposent naturellement pour fédérer des activistes et simples citoyens résidant dans des régions éloignées, autour d'une cause commune. Sur un territoire aussi vaste que celui de la République démocratique du Congo (près de cinq fois la superficie de la France), les groupes Facebook ou WhatsApp réduisent la distance entre les activistes de Kinshasa et ceux de l'arrière-pays.

Ces dernières années, des actions planifiées en ligne ont donné lieu à des rassemblements physiques dans différentes villes

1. Youth Transforming Africa (Banque mondiale, 12/05/2016)

2. Un nouveau rapport dresse la liste des priorités pour relever le défi de l'emploi des jeunes en Afrique (Banque mondiale, 27/01/2014)

3. Alexandre Gubert Lette (entretien avec les auteurs)

4. William Rasoanaivo (entretien avec les auteurs)

5. Israël Guebo (entretien avec les auteurs)

du pays.

Ces rassemblements virtuels peuvent aller au-delà des frontières pour former de véritables réseaux transfrontaliers de sentinelles de la démocratie. Solidaires, ces réseaux se mobilisent et mènent des actions de plaidoyer en cas d'arrestation ou d'enlèvement d'un activiste.

L'opinion publique parvient — parfois — à se faire entendre quand elle se mobilise sur les réseaux sociaux

Principaux bénéfices : gain de temps, minimisation des coûts d'organisation et réduction des risques liés à la tentation pour les services de sécurité d'étouffer dans l'œuf les actions planifiées, comme en témoigne **Micheline Mwendike**⁶ :

« Si nous devions nous réunir physiquement, il faudrait débourser entre 400 et 600 euros par personne, rien que pour les billets d'avion. Ces outils en ligne nous permettent de nous réunir virtuellement, à moindre coût et surtout à l'abri du regard des services de sécurité qui répriment violemment tous les rassemblements de nature à demander des comptes au gouvernement. »

Sur les réseaux sociaux (principalement sur Facebook) et sur les outils de messagerie (essentiellement WhatsApp), cette prise de parole touffue, brouillonne et parfois peu soucieuse de la réalité des faits, aboutit néanmoins à des interpellations que le pouvoir ne peut plus ignorer. Au Sénégal ou en Côte d'Ivoire, l'exécutif a même fait marche arrière devant des mouvements de protestation nés en ligne témoignant ainsi de sa prise en compte d'une opinion publique pour qui les outils numériques font office de porte-voix.

Les observateurs attentifs distinguent les prémisses fragiles (et inégalement répartis sur le continent) de nouvelles manières de gouverner. Dans cette optique, les notions de gouvernance ouverte et d'*open data* cristallisent les espoirs d'un approfondissement démocratique irrigué par une participation citoyenne accrue, une transparence plus grande de l'action publique et une redevabilité véritable des acteurs politiques et économiques. De leur côté, des OSC et ONG se mobilisent pour cartographier, documenter, structurer des bases de données ouvertes susceptibles d'améliorer l'accès à l'information.

Un changement dans la manière de gouverner et d'administrer va donc de pair avec la montée en puissance des acteurs citoyens. Une véritable mutation s'engage reposant sur une « culture *open data* », privilégiant l'ouverture des données publiques par défaut pour l'ensemble des acteurs intervenant dans la sphère de l'action publique. Voilà pour le scenario idéal des prochaines années. Reste la possibilité du pire avec un accroissement du recours à la technologie pour surveiller ceux qui ne se résignent pas au *statu quo* des pays dans lesquels ils vivent. Entre ces deux horizons, les acteurs du web citoyen que nous avons rencontrés tentent, avec détermination, d'ouvrir une route qu'ils ont été les premiers à emprunter. À leur suite, la toute jeune génération s'engage, impatiente de faire entendre sa voix et de voir ses aspirations mises au centre des préoccupations des décideurs.

6. Micheline Mwendike (entretien avec les auteurs)

2. ÉTAT DES LIEUX NUMÉRIQUE

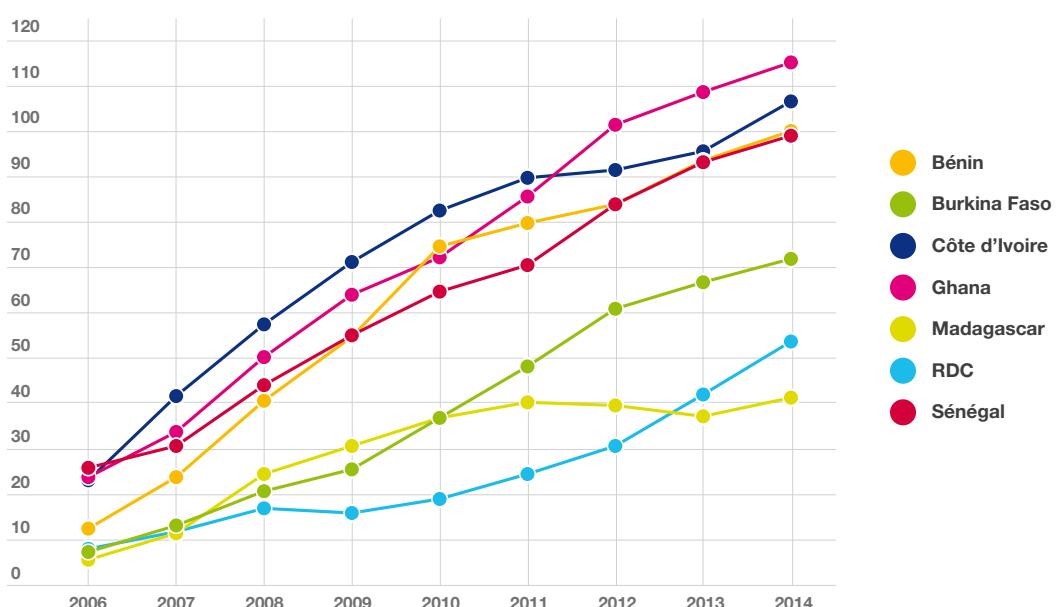
Solidement installée dans le bas des classements internationaux en matière d'indicateurs d'accès aux innovations issues des technologies numériques, l'Afrique est pourtant engagée dans un mouvement d'adoption rapide de certaines de ces technologies comme le téléphone mobile. Les données détaillées pour chaque pays figurent en annexe.

2.1. LE TÉLÉPHONE MOBILE POUR TOUS (OU PRESQUE)

En moins de 10 ans, le téléphone mobile s'est imposé comme un objet d'usage quotidien dans la plupart des pays. Les utilisateurs n'hésitent pas à acheter plusieurs cartes SIM pour bénéficier des meilleures tarifs et des promotions proposées par chaque opérateur. Le taux d'équipement peut finalement dépasser 100% dans certains pays.

Part de la population équipée d'un téléphone mobile par pays (et évolution)

(source : Union Internationale des Télécommunications)

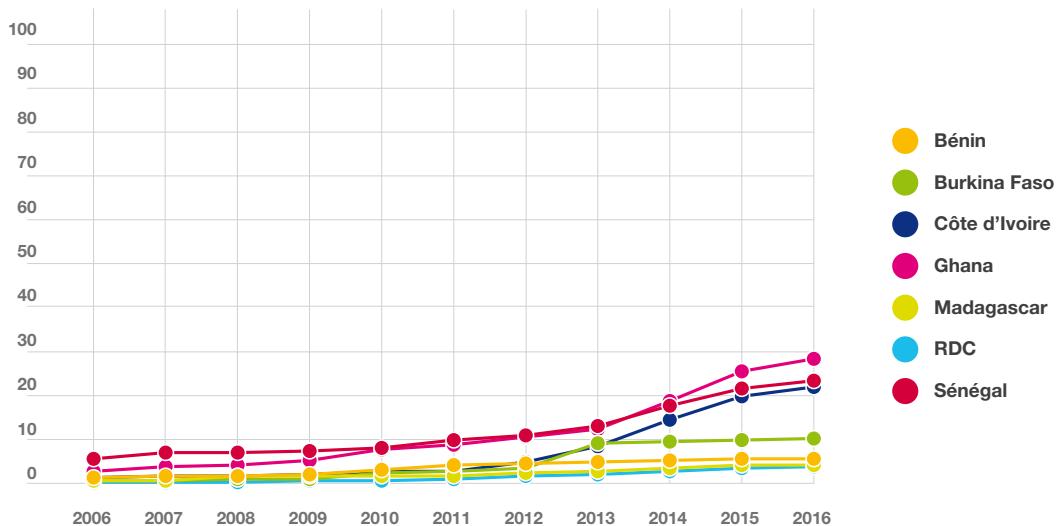


2.2. LE LENT DÉCOLLAGE DE L'INTERNET

Au sein des pays de notre étude, on distingue deux groupes. D'une part, les pays qui ont franchi la barre des 20% de la population connectée à domicile sur ordinateur, mobile ou tablette (c'est le sens des statistiques élaborées par l'Union internationale des télécommunications (UIT)) : ce groupe comprend le Ghana, le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Et d'autre part, le second groupe, dont la population est connectée à moins de 10% : on y trouve le Bénin, le Burkina Faso, la République démocratique du Congo et Madagascar.

Part de la population connectée à l'internet par pays (et évolution)

(Source : Internet live stats)

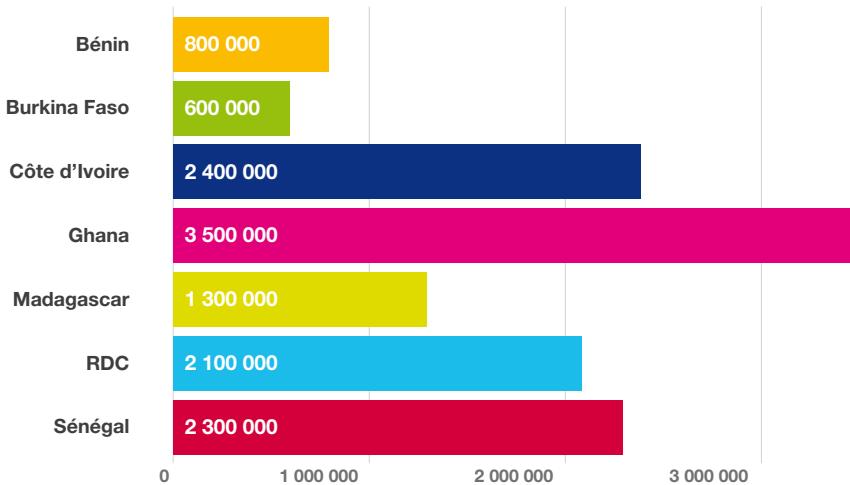


2.3. QUAND FACEBOOK DEVIENT SYNONYME D'INTERNET

La montée en puissance de l'utilisation de Facebook est phénoménale en l'espace de quelques années. Plateforme d'échange et d'information, Facebook est devenu pour beaucoup d'internautes africains synonyme d'internet.

Nombre d'utilisateurs de Facebook par pays en juin 2016

(source : *Internet World Stats*)



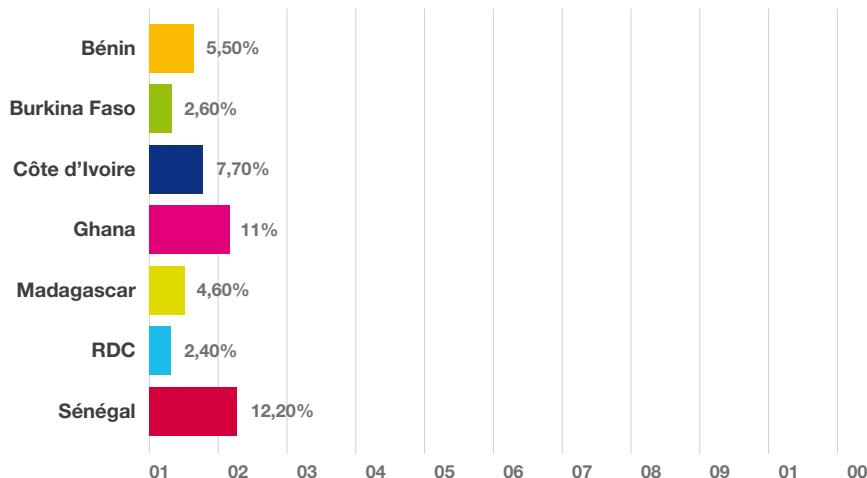
2.4. FACEBOOK, LA CAISSE DE RÉSONANCE SOCIALE

Rapportée à l'ensemble de la population, le taux de pénétration de Facebook est très important, si l'on prend en compte plusieurs facteurs :

- l'accès à l'internet est difficile hors des grandes villes ;
- la population totale comprend de jeunes enfants et des personnes âgées ;
- la population totale comprend les illettrés.

Dans ce contexte, on peut estimer que le taux de pénétration de Facebook au sein de la population urbaine éduquée est particulièrement important, même s'il ne nous est pas possible de l'estimer précisément.

Part d'utilisateurs Facebook sur la population totale de chaque pays en 2015
 (source : *Internet World Stats*)



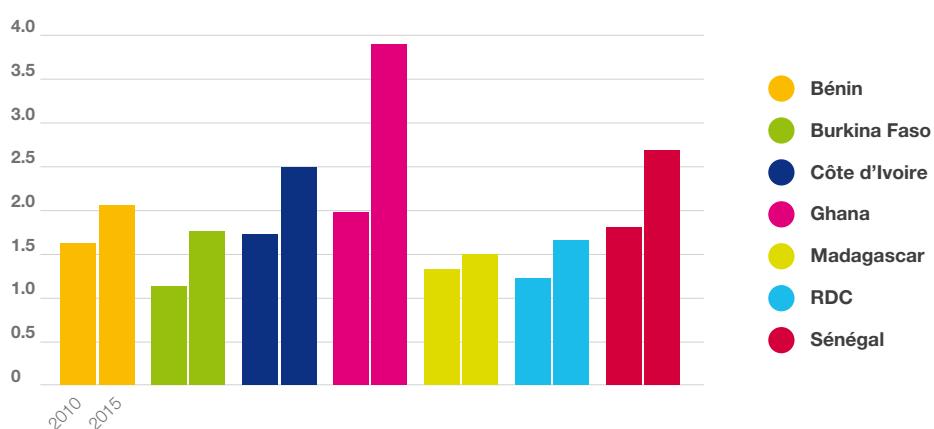
2.5. SUR LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Sur le modèle de l'indice de développement humain du PNUD, l'IUT a établi un **Indice de développement des TIC (IDI)**, qui classe les pays en fonction de leurs résultats en termes d'infrastructures et d'utilisation des TIC et des compétences en la matière⁷.

« *L'Indice de développement des TIC (IDI) est une valeur repère composée de onze indicateurs, qui a pour objectif de suivre et de comparer les progrès accomplis en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) dans différents pays. Les principaux objectifs de l'indice IDI sont de mesurer :*

1. *le niveau et l'évolution dans le temps des progrès en matière de TIC ;*
2. *les progrès accomplis en matière de développement des TIC ;*
3. *la fracture numérique ;*
4. *le potentiel de développement des TIC pour améliorer la croissance et le développement. »*

Évolution (2010-2015) de l'indice de développement des TIC par pays (IDI)
 (source : Union Internationale des Télécommunications)



7. Rapport Mesurer la société de l'information (IUT, 2014)

3. PROFILS DES ACTIVISTES

Dans le cadre de cette étude, nous avons identifié près de 200 acteurs citoyens dans les sept pays concernés. Parmi eux, 75 ont répondu à un sondage en ligne que nous leur avons adressé. Par ailleurs, nous en avons rencontré 40 pour des entretiens approfondis (environ une heure).

3.1. GÉNÉRATION « ACTION CITOYENNE »

Les premiers acteurs citoyens engagés sur le terrain numérique sont apparus il y a une dizaine d'années en Afrique francophone. Les plus anciens ont fait leurs premiers pas en ligne (souvent en ouvrant des blogs) entre 2005 et 2010. C'est à cette époque que le lycéen sénégalais **Cheikh Fall⁸** commence à mettre ses cours en ligne pour partager ce qu'il apprend avec ses pairs qui sont encore rares sur l'internet à cette époque.

À l'orée de la décennie 2010, le mouvement des printemps arabes donne le signal, en Afrique subsaharienne, qu'une action est possible via l'internet et les réseaux sociaux dont l'audience ne cesse de croître. Les pionniers, qui ont fait leurs armes et forgé leurs outils numériques au cours des années précédentes, se retrouvent alors en première ligne dans les actions citoyennes.

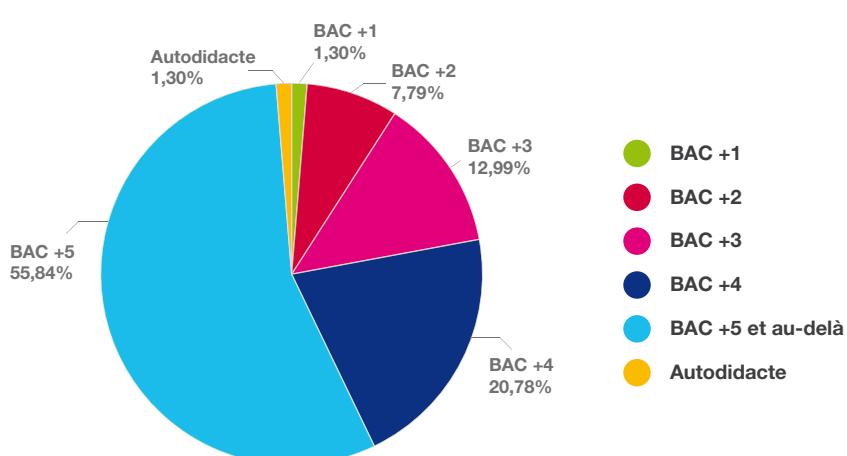
Le Sénégal ouvre la voie avec le mouvement #Sunu2012 (mobilisation à l'occasion de l'élection présidentielle de 2012 pour la surveillance citoyenne de la régularité des opérations de vote). Dans chaque pays, une avant-garde de pionniers de l'internet et des réseaux sociaux apparaît et s'engage dans l'action citoyenne. Des jeunes (surtout des hommes) qui viennent du journalisme, des ingénieurs, des informaticiens ou des spécialistes des sciences sociales composent ce groupe de « vétérans » aujourd'hui rejoint par une nouvelle génération qui ne se souvient pas qu'un monde sans l'internet a bel et bien existé.

3.2. DES ACTEURS CITOYENS BIEN FORMÉS QUI DEVIENNENT FORMATEURS

En parcourant les communautés engagées dans l'action citoyenne en ligne et en rencontrant les animateurs de ces mobilisations, c'est d'abord leur niveau de formation initiale qui frappe.

La plupart des acteurs ont suivi des études universitaires souvent assez poussées (bac + 5 et au-delà).

Niveau d'études initial des acteurs citoyens
Réponses des 75 acteurs citoyens interrogés en ligne en juin 2016

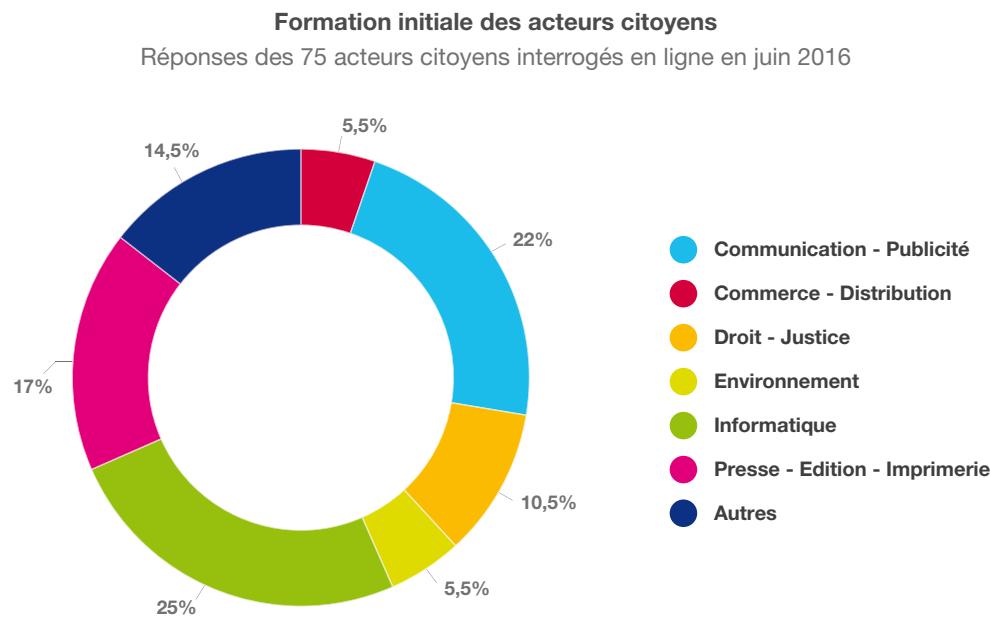


8. Cheikh Fall (entretien avec les auteurs)

Au Bénin, deux des jeunes acteurs citoyens les plus actifs (**Maurice Thantan** et **Mylène Flicka**) sont issus de l'École nationale d'administration. C'est une frustration face au peu d'impact que leur action aurait pu avoir dans l'administration qui les a conduits à choisir d'autres voies, comme le raconte **Mylène Flicka**⁹ :

« J'ai éprouvé beaucoup de déception après mon diplôme de l'École nationale d'administration. En allant faire un stage au ministère des Affaires étrangères du Bénin, j'ai eu la plus grande désillusion de ma vie en raison de la lenteur administrative, des méthodes employées et toute cette panoplie des petites erreurs dans l'administration qui m'a beaucoup énervée. C'est ce qui m'a conduit sur l'internet pour montrer que des gens font des choses bien au Bénin. »

Les activistes citoyens recensés dans le cadre de ce rapport (et qui ont répondu au sondage en ligne lancé par les auteurs) ont fait leurs études dans différents domaines : journalisme, communication, informatique, commerce.



3.3. MOTIVÉ.E.S

Les acteurs citoyens que nous avons rencontrés nous ont souvent parlé d'une mission dont ils se sentaient investis. Leur engagement doit peu au hasard mais plutôt à la rencontre d'une opportunité technologique et d'une conviction profonde. Et les motivations qui sous-tendent l'engagement des acteurs citoyens sont de plusieurs ordres.

Pour l'ingénieur réseau (sa formation initiale) ivoirien **Cyriac Gbogou**¹⁰, c'est une motivation de journaliste citoyen qui impulse, au début, le lancement de son blog :

« Je sentais une insatisfaction parce qu'il y a des informations dont tout le monde est plus ou moins informé mais dont les médias ne parlent pas. Je trouvais ça anormal. Par exemple, quand j'étais jeune, il y avait des grèves et des personnes qui ont été tuées ou emprisonnées. Même chose à l'université où les étudiants avaient reçu la visite nocturne des forces de l'ordre, ça a été passé sous silence dans les médias, mais, avec internet, nous avions pu voir et comprendre ce qui se passait réellement avec des photos et des vidéos à l'appui. Voici pour moi, le sens d'être un vrai citoyen, celui qui partage l'information qu'il a vécue. »

Disposant d'une solide formation initiale, l'objectif affiché par de nombreux activistes est de contribuer à la formation de leurs pairs. Pour **Joël Nlepe**¹¹ au Cameroun, il s'agit « d'ouvrir les yeux aux gens, pour dire "voilà ce qui se passe en ce qui concerne la marche du monde" ».

9. Mylène Flicka (entretien avec les auteurs)

10. Cyriac Gbogou (entretien avec les auteurs)

11. Joël Nlepe (entretien avec les auteurs)

Au Sénégal, **Alexandre Gubert Lette**¹², journaliste, blogueur et fondateur de l'espace de coworking Rufisque Tech Hub motive son engagement par sa volonté de faire entendre sa voix dans son pays, mais aussi au-delà.

« Mon engagement en ligne découle d'une forte envie de parler, de m'exprimer et d'une forte envie de casser les stéréotypes qu'on colle sur le dos de ce continent qu'est l'Afrique. Du coup, l'internet a été une brèche pour moi pour pouvoir exprimer tout ce que je pense de l'évolution du monde, tout ce que je peux apporter dans le concert des nations. »

Pour beaucoup des activistes rencontrés, notamment les plus âgés, la question de la formation de leurs pairs est centrale. Partager son savoir et ses compétences, fait partie du comportement de l'activiste numérique.

Au Sénégal, avec l'incubateur Jiggen Tech, **Awa Gueye**¹³, diffuse le savoir auprès des femmes :

« Ces femmes ont plusieurs profils, mais le point commun c'est que tout ce qu'elles font se rapporte à la technologie, il faut leur donner l'envie de coder, de créer des applications, par exemple. Avec l'incubateur Jiggen Tech, on fait des formations un peu partout dans des écoles avec les plus jeunes, dès le lycée, pour les former au codage, à l'algorithme, tout ce qui se rapporte à l'informatique en gros, ce qui permet à ces jeunes filles, après le lycée, d'avoir envie de se lancer dans une formation scientifique. »

La capitalisation sur l'expérience reste l'un des meilleurs moyens de transmission du savoir-faire. C'est le cas au Sénégal où une partie des activistes engagés dans l'opération #Sunu2012 (surveillance du processus électoral) sont parvenus à prolonger leur action à travers #SunuCause (« sensibiliser les internautes à des problèmes de société et récolter des fonds grâce à des appels lancés sur Facebook et Twitter¹⁴ ») puis #SenStopEbola (« mener des campagnes de prévention auprès des populations¹⁵ »).

3.4. OÙ SONT LES FEMMES ?

Les femmes sont toujours minoritaires en général dans les événements ou les actions impliquant le recours aux nouvelles technologies. Une situation qui en agace certaines comme la jeune **Mylène Flicka**¹⁶ (19 ans) :

« Je me suis rendu compte que dans les initiatives numériques, il n'y avait pas beaucoup de femmes, ce qui est un peu dérangeant pour la féministe que je suis, mais ça s'arrange peu à peu. [...] Je crois que ça vient de loin. Dans ma salle de classe, quand j'étais en première année, c'était difficile pour mes camarades de me voir me lever et poser des questions. Ils trouvaient ça bizarre, parce que il y a cette culture qu'on nous inculque, dans l'éducation des femmes : ne pas se faire remarquer, rester dans son coin, donner l'image d'une femme réservée, douce. »

Dans les pays de tradition musulmane comme le Mali, la prise de parole des femmes et leur volonté d'agir en ligne se heurte à l'autorité patriarcale, signale la juriste et activiste **Lalaicha Maiga**¹⁷.

« Il y a beaucoup de femmes leader au Mali. Pourtant, les familles et l'entourage ne sont pas toujours d'accord avec ce que nous voulons faire. Il y a ce côté culturel qui pèse beaucoup au Mali. Par exemple, récemment, à Gao, des jeunes voulaient parler de la planification familiale à des femmes. Les imams les ont interpellées pour dire qu'elles étaient dans une ville musulmane et qu'elles n'avaient pas le droit de parler de planification familiale aux jeunes filles. De ce fait, nous avons dû suspendre notre campagne de sensibilisation. »

Au Sénégal, **Ndeye Awa Gueye**¹⁸, ingénierie (Université Check Anta Diop) s'est lancée dans l'entrepreneuriat en créant, en 2012, le premier incubateur destiné aux femmes, Jiggen Tech :

12 Alexandre Gubert Lette (entretien avec les auteurs)

13 Ndeye Awa Gueye (entretien avec les auteurs)

14 Les blogueurs sénégalais se mettent au Web social avec #Sunucause (Les Observateurs de France24, 18/07/2012)

15 #SenStopEbola : les blogueurs du Sénégal en guerre contre le virus sur Facebook (Afrik.com, 13/09/2014)

16 Mylène Flicka (entretien avec les auteurs)

17 Lalaicha Maiga (entretien avec les auteurs)

18 Ndeye Awa Gueye (entretien avec les auteurs)

« Ce qui nous a conduit à la création de Jiggen Tech découle des cinq ans d'université passés ensemble avec des amies. On s'est posé la question de savoir pourquoi il n'y avait pas beaucoup de femmes dans les domaines scientifique, de l'information et de la technologie. Après avoir réalisé un sondage, on a remarqué que la majorité des femmes ont peur de se lancer dans ces domaines et jugent que ces secteurs sont réservés aux hommes. Alors, on a décidé de créer un cadre assez féminin qui pourrait encourager les filles d'aujourd'hui à s'essayer à la technologie pour les convaincre que c'est possible d'être femme et d'être digitale. C'est pourquoi on a mis en place le Jiggen Tech qui compte, aujourd'hui, plus de quarante volontaires qui sont majoritairement des femmes. »

3.5. ACTIVISTES, LE CAP DES 35 ANS

Engagés dans l'action citoyenne au sortir de leurs études, les acteurs citoyens de la première génération arrivent progressivement à l'âge de 35 ans qui constitue un cap décisif pour beaucoup d'entre eux. Dotés d'une formation initiale solide doublée d'une expérience approfondie des outils numériques et de l'internet (compétences relativement rares), ils peuvent prétendre à des emplois bien rémunérés au sein d'entreprises locales ou étrangères aussi bien qu'au service d'ONG internationales. Des emplois publics peuvent également s'offrir à eux.

Parvenus à un âge où ils ont souvent fondé une famille, ces activistes sont confrontés à un choix important : poursuivre leurs activités citoyennes bénévoles et chronophages, ou s'engager dans un emploi traditionnel et rémunérateur qui leur laissera peu de temps libre et exigera, plus ou moins explicitement, une forme de devoir de réserve de leur part.

Le choix de la sécurité matérielle, mais aussi les perspectives d'évolution professionnelle plus claires constituent souvent une perte sèche pour les mouvements citoyens auxquels ils ont participé. L'expérience acquise n'a pas toujours pu être transmise correctement aux plus jeunes, d'autant que les actions citoyennes sont rarement documentées.

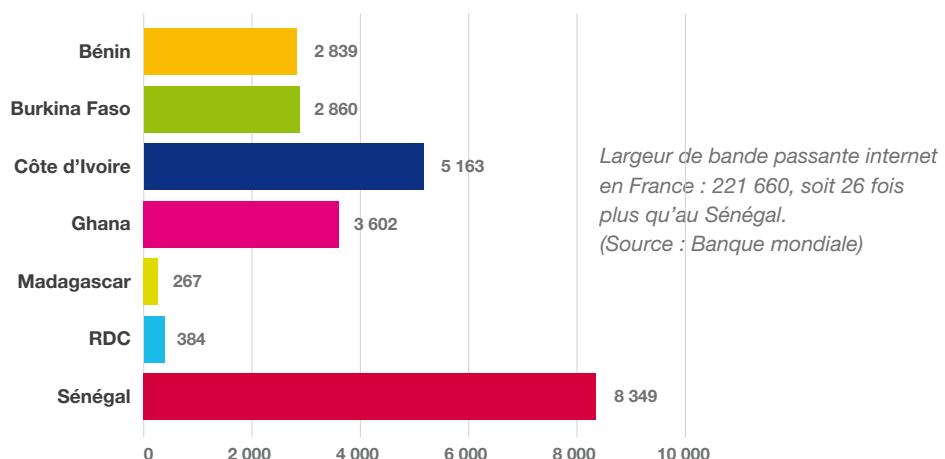
4. INFRASTRUCTURES

4.1. BANDE PASSANTE

Parent pauvre en terme de bande passante disponible, le continent africain travaille à rattraper son retard sur le reste du monde. Alors que l'accroissement des capacités mondiales ralentit (hausse de « seulement » 31% en 2015 par rapport à 2014), l'Afrique affiche une croissance annuelle moyenne de 51% au cours des cinq dernières années¹⁹. L'arrivée de nouveaux câbles transocéaniques sur le continent (ACE, SEACOM, EASSy, WACS, etc.) conduit certains géants du Net comme Google à commencer à déployer des serveurs de cache en Afrique de manière à réduire le trafic internet longue distance (le plus coûteux).

Reste que la bande passante disponible, rapportée à la population, demeure très faible si on la compare à la situation des pays développés comme la France, par exemple.

Largeur de bande passante internet en 2014 (bits par personne)



La largeur de bande passante internet internationale est la capacité contractuelle des connexions internationales entre les pays pour transmettre le trafic internet.

Dans beaucoup de pays du continent, la question de l'accessibilité demeure centrale. Les acteurs du numérique au Bénin, par exemple, se plaignent des tarifs très élevés de l'internet pratiqués par les opérateurs²⁰ et de la faible bande passante disponible, ainsi que des difficultés d'accès à l'internet lorsque l'on est à plus de 30 kilomètres de Cotonou²¹.

Au Mali, c'est l'opérateur téléphonique Orange qui est au centre de toutes les critiques²² pour la mauvaise qualité du service proposé et les prix considérés comme trop élevés. C'est l'un des premiers facteurs de mobilisation en ligne, témoigne la Malienne **Lalaicha Maiga**²³.

« Il y a eu une journée de mobilisation contre Orange Mali qui a eu vraiment de l'ampleur parce que c'est un problème auquel tout le monde est confronté. Il est difficile de se connecter à la 3G et, quand on y parvient, la connexion est très lente. C'est une action citoyenne qui a mobilisé beaucoup de monde en ligne. »

19. African internet capacity growth continues to lead world (TeleGeography, 26/08/2015)

20. Mylène Flicka (entretien avec les auteurs)

21. Maurice Thantan (entretien avec les auteurs)

22. Le ras-le-bol des usagers d'Internet au Mali (RFI, 19/09/2015)

23. Lalaicha Maiga (entretien avec les auteurs)

4.2. LA TENTATION DE LA COUPURE DE L'INTERNET

Le Ghana annonce la possible coupure des réseaux sociaux à l'occasion des élections du 7 novembre 2016²⁴. Il n'est pas le premier pays à agir de la sorte. L'internet et les réseaux sociaux ont été coupés en République démocratique du Congo début 2015 à la suite de manifestations organisées par l'opposition²⁵. Coupure d'internet et même de téléphone également au moment des opérations électorales au Congo-Brazzaville en mars 2016²⁶. L'exercice de la coupure des réseaux de communication électronique est également pratiqué dans certains pays au motif d'éviter la triche lors des examens, comme en Algérie en juin 2016²⁷.

À l'échelle internationale, on observe une augmentation du nombre d'interventions étatiques pour bloquer l'accès à l'internet. Le groupe **Access Now** de l'ONU a comptabilisé autant de coupures d'internet au premier semestre 2016 qu'il en a dénombrées sur l'ensemble de l'année 2015. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté par consensus une résolution non contraignante qui considère la coupure d'accès à l'internet comme une atteinte aux droits de l'Homme²⁸.

4.3. DÉLESTAGES ÉLECTRIQUES

Selon l'Agence internationale de l'Energie²⁹, plus de 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité, bien que le continent regorge de multiples ressources pour développer son potentiel énergétique.

« Depuis l'année 2000, l'Afrique subsaharienne a connu une croissance économique rapide et la demande d'énergie s'est accrue de 45%. »

Ce déficit énergétique se traduit notamment par des coupures intempestives d'électricité qui touchent aussi bien les entreprises que les ménages. Coupures intempestives et délestages figurent parmi les sujets qui mobilisent le plus les internautes de Dakar à Antananarivo, en passant par Douala et Kinshasa.

Ce déficit énergétique est une forte contrainte pour le développement des infrastructures réseau. Un véritable frein à l'amélioration de la couverture plus particulièrement dans les zones rurales éloignées des centres urbains.

4.4. UN INTERNET QUI COÛTE TROP CHER

Autre contrainte soulignée par les personnes interrogées dans le cadre de cette étude, celle liée au coût. Dans les sept pays couverts par cette enquête, l'accès à l'internet demeure un luxe réservé à une minorité de privilégiés. Une réalité de nature à exclure les franges les plus vulnérables des populations.

Autres entraves à la facilitation de l'accès : les coûts encore très élevés, l'analphabétisme et la rareté de contenus en langues locales, comme le souligne **Kinna Likimani**³⁰, fondatrice du projet Ghana Decides, un projet axé sur la promotion d'un électoralat mieux informé grâce aux médias sociaux :

« Au Ghana, femmes, habitants des zones rurales et autres groupes vulnérables restent exclus quand il est question d'accès aux technologies et plus particulièrement à l'internet. Et même lorsqu'on peut s'offrir un accès à l'internet, la rareté des contenus en langues locales empêche de profiter pleinement des toutes les possibilités. »

4.5. HÉBERGEMENT

Si la sécurité des données et la surveillance de masse passionnent médias et opinion publique dans les pays du Nord, le débat se situe au niveau de la disponibilité d'espaces de stockage des données produites au sud du Sahara. Données des sites web et des blogs, photos ou encore vidéos produites sont conservées dans des centres de stockage de données (*data centers*) basés essentiellement en Europe et en Amérique du nord.

24. Ghana : un blocage des réseaux sociaux (BBC, 29/05/2016)

25. Blocage partiel des réseaux sociaux en RDC: les opérateurs inquiets (RFI, 18/02/2015)

26. Privé d'internet et de téléphone, le Congo vote pour élire son président (L'Express, 20/03/2016)

27. L'Algérie censure Internet pour protéger le Bac (Numerama, 20/06/2016)

28. U.N. passes landmark resolution condemning internet shutdowns (Access now, 01/07/2016)

29. Africa Energy Outlook (Agence internationale de l'énergie, 2014)

30. Kinna Likimani (entretien avec les auteurs)

Les rares *data centers* implantés en Égypte et en Afrique du Sud ne sont pas capables d'absorber toute la demande. Déficit énergétique, instabilité politique et faiblesse du cadre légal comptent parmi les freins à l'implantation d'infrastructures locales dédiées au stockages des données. Pour le grand public, disposer d'espace de stockage implique donc le recours à des services proposés par des entreprises basées à l'étranger et la possession de moyens de paiement adaptés (carte de crédit) qui sont loin de s'être démocratisés.

« *S'il est capital de booster la production de contenus locaux, il faudrait répondre efficacement aux besoins liés à l'hébergement desdites données. C'est bien de produire des données mais où les stocker ?* », s'interroge **Idriss Tinto**³¹, ingénieur de conception et génie logiciel à l'Agence Nationale de Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication (ANPTIC) au Burkina Faso.

4.6. LIEUX DE RENCONTRES ET DE PARTAGE

Les tiers-lieux ont fait leur apparition il y a quelques années en Afrique francophone. Dans la foulée de Jokkolabs ou CTIC à Dakar, ou encore d'Akendewa à Abidjan, les espaces de *coworking*, incubateurs, *tech hubs* et autres *fab labs* se développent rapidement.

S'ils ont rassemblé la petite communauté de ceux qui, dès le début, s'intéressaient au développement des nouvelles technologies, la plupart de ces espaces sont aujourd'hui en train de se concentrer sur l'accompagnement de start-ups dont l'objectif de rentabilité est fixé sur du court terme. Pour quelle raison ? Pour retenir l'attention des investisseurs potentiels qui commencent à s'intéresser à la création de ces jeunes pousses africaines.

Dans ce domaine également, l'ère des pionniers semble toucher à sa fin et la tendance vers une spécialisation des activités de ces espaces est déjà perceptible à Dakar ou Abidjan. Au même moment, la ville de Paris, dans la foulée de New York, crée un « *Civic hall*³² » destiné à favoriser l'émergence des « *civic tech* ». « *Les "civic tech" rassemblent une nouvelle communauté de startpers au service non pas d'une activité commerciale, mais du civisme, de la démocratie, du bien commun* », précise la conseillère de la maire de Paris, Clémence Pène.

Des lieux dédiés (en totalité ou partiellement) à ceux qui travaillent sur ces « *civic tech* » n'existent pas encore en Afrique francophone. Ils pourraient favoriser le développement et le renforcement des coopérations entre les acteurs citoyens.

31. Idriss Tinto (entretien avec les auteurs)

32. Anne Hidalgo annonce la création d'un Civic Hall à Paris... comme à New York (Journal du dimanche, 05/06/2016)

5. MOBILES ET RÉSEAUX SOCIAUX

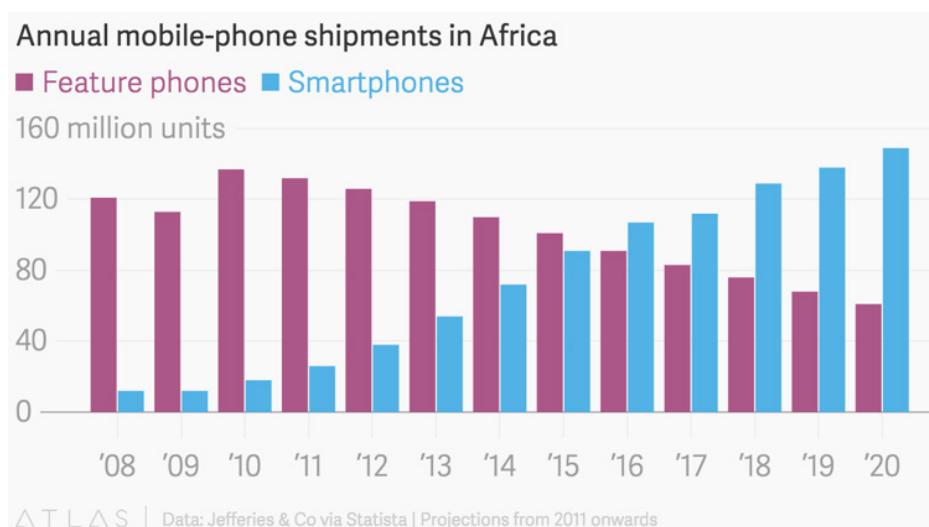
5.1. L'OMNIPRÉSENCE DU MOBILE

Le nombre d'abonnés mobiles uniques en Afrique subsaharienne a progressé de 18% par an au cours des cinq dernières années. La région connaît la plus forte croissance dans le monde, note l'Association des opérateurs mobiles (GSMA) dans un rapport de 2013³³.

BBC Media Action vient de conduire une étude portant sur les usages des médias en Sierra Leone³⁴. Il en ressort que le téléphone mobile est quasiment aussi répandu que les postes de radio dans ce pays ravagé par des années de guerre civile. Reste que les usages des services de messagerie comme WhatsApp ou Messenger (sans même parler des réseaux sociaux) ne concernent que 13% des possesseurs de téléphone mobile dans ce pays.

L'omniprésence des téléphones mobiles ne doit pas masquer le fait que les usages sont différenciés entre les possesseurs de *smartphones*, de *feature phones* et de simples téléphones (conversations audio et SMS).

Toutefois, les prévisions concernant la montée en puissance du parc de *smartphones* en Afrique subsaharienne laisse entrevoir une démultiplication du nombre d'internautes disposant d'un accès mobile à l'internet, selon les projections de Jefferies & Co³⁵. L'arrivée massive de *smartphones* chinois, de milieu de gamme, à moins de 200 \$, favorise l'arrivée sur l'internet de nouveaux segments de la population chaque année.



5.2. LE RÔLE CENTRAL DE FACEBOOK

Internet sans Facebook n'aurait sans doute pas le même attrait pour les nouveaux internautes qui arrivent en ligne chaque jour en Afrique subsaharienne. Le réseau social est en effet devenu la destination de choix pour s'informer, interagir avec sa famille et ses amis, faire du commerce³⁶ et bavarder (nous y reviendrons). À tel point que certains pourraient déclarer préférer Facebook à internet³⁷, à l'image de ce qui peut se passer sur d'autres continents.

Avec son site mobile Zero Facebook, le géant communautaire offre un accès gratuit à ses principaux services dans certains pays émergents. Depuis leur téléphone, les utilisateurs peuvent mettre à jour leurs statuts, consulter leurs flux, commenter des publications ou encore envoyer et lire des messages. Ce service fourni en collaboration avec les opérateurs téléphoniques offre deux principaux avantages :

33. Sub-Saharan Africa Mobile Economy 2013 (GSMA, 2013)

34. Communication in Sierra Leone - an analysis of media and mobile audiences (BBC Media Action, mai 2016)

35. Africa's smartphone market is on the rise as affordable handsets spur growth (Quartz, 13/07/2015)

36. Avec Facebook, des jeunes sont en train de redéfinir le e-commerce en Côte d'Ivoire (TIC edu forum, 17/08/2015)

37. Millions of Facebook users have no idea they're using the internet (Quartz, 9/02/2015)

- ➡ **Gratuité** : L'accès au portail mobile Zero Facebook est offert gratuitement.
- ➡ **Accès simplifié** : Zero Facebook permet de contourner les freins liés à l'obligation de posséder un téléphone coûteux et une adresse e-mail pour créer des comptes et interagir sur les principaux réseaux sociaux. Un téléphone d'entrée de gamme capable d'émettre et de recevoir des SMS suffit largement.

Cette simplification est à l'origine d'une croissance du nombre d'utilisateurs et de l'émergence d'une nouvelle catégorie d'utilisateurs dont l'usage d'internet se limite à leur présence sur Facebook.

Si Facebook fait office de favori, c'est aussi parce qu'il est relativement aisé de créer des groupes et de fédérer les utilisateurs de ce réseau social autour d'un événement ponctuel ou d'une cause. Dans un contexte où libertés d'expression et de réunion sont malmenées, les groupes Facebook constituent une réelle alternative offrant un espace virtuel de discussions. Dans certains cas, ces rassemblements virtuels se transforment en actions physiques.

5.3. LA MONTÉE EN PUISSANCE TRÈS RAPIDE DE WHATSAPP

Dans un post de blog, le journaliste béninois **Vincent Agué** observe la montée en puissance de WhatsApp au sein de la population³⁸.

« Depuis que le smartphone n'est plus un luxe parce que les téléphones intelligents bon marché sont disponibles à tous les coins de rue à moins de 30 000 francs CFA (50 euros), l'usage des applications mobile populaires n'est plus réservé à une poignée de privilégiés ou de connasseurs. De ces applis, une m'intéresse par son succès spectaculaire. C'est l'application de messagerie instantanée WhatsApp qui fait le bonheur de ses utilisateurs de plus en plus nombreux. [...] Grâce à elle, beaucoup de gens prennent goût à l'internet (pour certains, naviguer, c'est savoir utiliser WhatsApp). On préfère désormais activer un forfait internet sur son téléphone pour ses messages via WhatsApp que de payer pour les SMS classiques. C'est par "Wazap" (c'est la prononciation populaire) qu'on échange dorénavant avec ses contacts. »

S'inscrire sur WhatsApp est bien plus simple que sur Facebook. Pour le premier, il suffit d'un numéro de téléphone. Pour le second, il est nécessaire d'avoir créé une adresse e-mail au préalable.

Cet usage très grand public de WhatsApp ne va pas sans quelques dérives que relève le journaliste **Vincent Agué**, comme la propagation de rumeurs ou de désinformations sous couvert d'anonymat.

« Ce qui m'intéresse parce que me touchant, c'est le développement du partage "d'informations" par les groupes de discussion. Ces forums de discussion en groupe sont sur le point de devenir des médias, d'un autre genre. [...] Ceux qui l'ont vite compris se sont spécialisés en producteurs "d'informations". Le phénomène existait certes depuis quelques années, mais il a pris de l'ampleur avec la dernière élection présidentielle au Bénin. Des textes volent de groupe en groupe sous la plume de Monsieur "Lu pour vous". Écrit au début d'un message ou à la fin de celui-ci, "Lu pour vous" indique que le texte est sans auteur identifié. Du coup, sous la plume de cet informateur anonyme, peuvent se cacher des manipulateurs qui ne cherchent rien d'autre qu'à orienter l'opinion, la monter dans un dessein politique. Cela a sans doute fonctionné lors de la campagne électorale pour l'élection présidentielle. »

Le phénomène de la montée en puissance de WhatsApp concerne tous les pays de notre étude même si aucun chiffre n'est communiqué par cette filiale de Facebook. Il est donc impossible de se baser sur des données chiffrées fiables pour évaluer son véritable taux de pénétration.

La gratuité de la messagerie, la promesse d'une conversation cryptée de bout en bout faite par WhatsApp sont autant d'arguments en faveur de son utilisation aux yeux des mobinautes africains.

La possibilité de créer des groupes privés qui comptent jusqu'à 256 participants³⁹ est l'autre point clé. Les créateurs de ces groupes invitent et acceptent qui ils souhaitent en leur sein. En conséquence, les informations qui s'échangent à l'intérieur des groupes ne peuvent pas être contestées, contre-balancées ou mises en perspective par des personnes qui n'appartiennent pas au groupe.

38. Ils savent utiliser Whatsapp, ils menacent mon métier (Oeil de Vincent, Mondoblog, 12/05/2016)

39. Comment puis-je utiliser une discussion de groupe (site web de WhatsApp, consulté le 03/07/2016)

5.4. LES PROMESSES DE VIBER

Concurrent direct de WhatsApp, l'application de messagerie Viber connaît, elle aussi, un succès grandissant, mais difficile —là encore— à chiffrer et évaluer. L'application revendique 664 millions d'utilisateurs à travers le monde. Cette application a été créée par la société israélienne Viber Media Inc, rachetée en février 2014 par le groupe japonais Rakuten⁴⁰.

Viber a récemment lancé les « Tchats publics » en Afrique⁴¹ qui permettent à des médias ou à des personnalités validées par la plateforme de partager des informations avec des audiences parfois très importantes. Le site **allafrica.com** dispose, par exemple, de 79 000 abonnés de son « tchat public ». Au Sénégal, le portail **Seneweb** compte déjà 3 500 abonnés. Une personnalité sénégalaise à l'audience internationale comme **Youssou NDour** affiche déjà 146 000 abonnés⁴². Et le « tchat public » **Africa goes digital** (échanges en français en dépit de son nom) approche des 10 000 abonnés autour des contributions d'une trentaine de personnalités du continent consacrées aux mutations digitales de l'Afrique.

5.5. L'AMORCE DE DÉCOLLAGE DE SNAPCHAT AUPRÈS DES JEUNES

Plusieurs de nos interlocuteurs, notamment au Sénégal et Côte d'Ivoire nous signalent également l'émergence des usages de la messagerie Snapchat chez les plus jeunes (moins de 25 ans). Mais les autres pays francophones sont également concernés.

Des pratiques communautaires se développent rapidement comme *African Trip*⁴³ qui consiste à confier les clefs d'un compte Snapchat à une personne différente chaque jour pour lui permettre de faire découvrir son mode de vie et ses réactions sur l'actualité aux autres. Il existe une bonne vingtaine de comptes francophones qui exploitent cette technique et permettent à des correspondants du pays ou de la diaspora de communiquer, comme :

- Mboa_237 (Cameroun)
- Kibare_226 (Burkina Faso)
- Guinea_224 (Guinée)
- babii225 (Côte d'Ivoire)
- SunuSnap221 (Sénégal)
- Taama223 (Mali)
- Mboka242_243 (Congo Brazzaville et RD Congo)
- Rwa_250 (Rwanda)

Le mouvement gagne du terrain, selon France 24⁴⁴ :

« *Aujourd'hui, @AfricanTrip regroupe 27 pays d'Afrique, 30 d'ici la fin du mois de mai, avec en tout environ 50 000 followers toutes communautés confondues.* »

5.6. DES OUTILS ET DES PRATIQUES EN PERPÉTUELLE ÉVOLUTION

L'évolution des outils et de leurs usages est extrêmement rapide. Elle dépend des services et fonctionnalités offerts par les différentes plateformes. Elle dépend également des stratégies d'appropriation mises en œuvre par les différentes communautés. Si l'on excepte le cas de restrictions ou de difficultés particulières liées à un pays en particulier, les tendances en matière d'outils et d'usage (dans le domaine du partage d'information) se diffusent d'un pays à l'autre de manière très rapide que ce soit en passant par la diaspora ou non.

40. Le groupe Rakuten rachète Viber (Le Monde, 12/02/2014)

41. Afrique : Viber diffuse des 'ondes' positives en Afrique et au Moyen-Orient avec l'introduction des Public Chats (Communiqué de presse, 19/01/2016)

42. Chiffres relevés le 03/07/2016

43. « African Trip » ou comment voyager autrement en Afrique avec Snapchat et Twitter (Jeune Afrique, 12/04/2016)

44. Sur « African Trip », la jeunesse d'Afrique fait découvrir son monde en direct (Les Observateurs de France 24, 16/05/2016)

6. CIRCULATION DE L'INFORMATION

S'il est un domaine qui a été frappé de plein fouet par les changements liés à l'internet, aux réseaux sociaux et aux téléphones mobiles, c'est bien celui de l'information. La capacité donnée à un grand nombre d'individus de produire des contenus (texte, photo, vidéo), de commenter les infos produites par d'autres et de faire circuler ces contenus a provoqué un séisme dans le monde des médias en Afrique comme sur les autres continents.

Les médias traditionnels (presse, radio et télé) ont vu leur monopole (de droit ou de fait) s'effondrer au rythme de la progression des usages numériques au sein de la population. Là où seuls les médias internationaux offraient, il y a encore 20 ans, la seule alternative en matière d'info, c'est désormais un foisonnement de voix qui s'élève.

6.1. L'ENJEU DE LA QUALITÉ

6.1.1. Une offre foisonnante mais qui mériterait d'être plus diversifiée

Pluralisme et diversification des sources d'information bouleversent les habitudes du public africain. L'époque des monopoles des médias d'État est bel et bien révolue. Plus que jamais, lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs savent ce qu'ils veulent et exigent que l'information soit accessible au moment où ils le désirent.

Autrefois confiné au rôle de spectateur, le citoyen est désormais acteur du débat. Quand il ne la produit pas lui-même, il peut commenter, compléter ou contester l'information produite par les journalistes professionnels. Sur les réseaux sociaux, le citoyen a également la possibilité d'interpeller directement les décideurs politiques.

Ces profonds bouleversements soulèvent plusieurs questions :

- Les citoyens sont-ils mieux informés ?
- La pluralité améliore-t-elle réellement la qualité de l'information ?
- Quels sont les impacts de la quête d'instantanéité sur les citoyens, les journalistes et les acteurs politiques ?

À la première interrogation, le journaliste et entrepreneur ivoirien, Israël Guebo, répond en évoquant l'actualité récente :

« Les besoins en termes d'information sont loin d'être comblés. L'attaque terroriste de Grand Bassam le 13 mars 2016 est l'un des exemples les plus éloquents. Les médias traditionnels ne sont arrivés sur les lieux du drame que plusieurs heures après les faits. L'information a été essentiellement diffusée par des témoins. Finalement les citoyens ordinaires ont été plus réactifs que les journalistes professionnels. Il s'est cependant posé des problèmes de crédibilité des informations diffusées et d'éthique. Mais cela a souligné la nécessité pour les médias traditionnels de s'adapter à ces changements dans les habitudes des consommateurs ».

Le manque de réactivité des professionnels de l'information laisse le champ libre aux informateurs amateurs avec les risques d'imprécision et de confusion que cela peut créer, sans même parler des questions éthiques soulevées, là encore à Grand Bassam, avec la diffusion des photos des victimes de l'attaque terroriste.

Les contenus d'information en langue locale font également défaut dans beaucoup de pays. Les succès enregistrés notamment par le site web de RFI en langue haoussa témoignent de l'intérêt d'une telle offre d'information.

6.1.2. Qualité incertaine

Le développement des médias en ligne est assez spectaculaire dans les pays d'Afrique subsaharienne. Lorsque l'on se penche sur les audiences en ligne, peu de médias traditionnels tirent leur épingle du jeu face à ces médias nés en ligne qui ont souvent assis leur audience sur le pillage des contenus des médias nationaux et internationaux avant de développer, pour certains d'entre eux, leurs propres capacités de production en embauchant des journalistes.

Il découle de cette situation concurrentielle, une course à l'info qui connaît régulièrement des sorties de route. En 2013, un bug sur le portail d'abidjan.net a provoqué la re-publication d'un article vieux de 2 ans qui annonçait un crash d'avion. L'information a aussitôt été reprise par des individus sur les réseaux sociaux et par certains médias.

C'est finalement le blogueur **Cyriac Gbogou** qui tordra le cou à cette fausse information en publiant un article sur son blog⁴⁵.

6.1.3. Faux et usages de fausses infos

Le flot d'information déversé sur les réseaux sociaux est largement partagé. Mais la qualité n'est pas toujours au rendez-vous. Réseaux sociaux et applications de messagerie instantanée servent également de relais pour la propagation de rumeurs et de fausses informations, comme en témoigne **Patient Ligodi**, journaliste congolais et fondateur du site politico.cd :

« Il y a quelques semaines, quelqu'un a partagé sur les réseaux sociaux un article en affirmant qu'il s'agissait d'un papier publié sur notre site politico.cd. Il s'agissait en réalité d'un article inventé et d'une tentative de légitimation d'une nomination à un poste ministériel montée par des proches d'un acteur politique. Rumeurs et déformation des faits sont malheureusement des risques auxquels nous faisons face au quotidien ».

Les effets pervers de ces outils qui constituent pourtant de véritables lieux d'échanges où les idées peuvent circuler librement soulignent la nécessité de renforcer la production et la diffusion d'une information de qualité.

6.1.4. Peu d'informations noyées sous beaucoup de conversations

Les différentes communautés nationales ont adopté des *hashtags* pour rassembler les conversations liées à leur pays sur Twitter, généralement à l'initiative de blogueurs. En Côte d'Ivoire, c'est #Kpakpatoya qui s'est imposé. Le mot signifie « commérages ». Au Sénégal, c'est #Kebetu. En wolof, cela veut dire parler, bavarder, causer. Au Bénin, c'est #Wasexo qui signifie littéralement « venez entendre parler ».

Derrière ces mots-clefs qui sont autant de drapeaux virtuels derrière lesquels se regroupent les internautes des différents pays, une réalité transparaît. La palabre et le commentaire sur l'information (la traditionnelle « titrologie » chère aux Ivoiriens) ont trouvé un nouveau terrain d'expression en ligne.

Pourtant, à y regarder de plus près, le brouhaha des conversations masque une réalité moins évidente à déceler. Au Sénégal, s'il n'y a pas de censure, en revanche une autocensure réelle existe, selon **Alexandre Gubert Lette** :

« Oui, les gens parlent beaucoup mais il y a des sujets sur lesquels ils ne s'expriment pas. C'est comme si il y avait une chape de plomb au dessus de nos têtes. La question des confréries, on n'y touche pas. Il y a une sorte de consensus tacite qui dit que ça, on n'en parle pas. Et les droits des femmes, on n'en parle pas trop non plus. »

6.1.5. Quand les blogueurs filtrent l'info

Certains moments-clefs révèlent l'ampleur des changements en cours dans le domaine de la circulation de l'information. L'attentat qui a visé Grand Bassam en Côte d'Ivoire le 13 mars 2016 fait partie de ceux là.

Au moment où se déroule une attaque terroriste sur la plage de Grand-Bassam, à une quarantaine de kilomètres du centre d'Abidjan, la télévision nationale diffuse un match de football. Elle ne prendra pas la peine d'informer ses téléspectateurs des événements en cours, alors que les télévisions d'information continue internationales (notamment françaises) les couvrent en édition spéciale. Le premier reportage consacré aux événements ne sera diffusé par la RTI (Radio télévision ivoirienne) que peu avant 20 heures.

Sur les réseaux sociaux, en revanche, les Ivoiriens partagent, interrogent, font circuler toutes sortes d'informations : rumeurs, photos et vidéos. C'est ainsi que sont partagées des photos des victimes prises sur la plage quelques instants après le départ des terroristes.

Un groupe de blogueurs s'organise aussitôt et, profitant de son audience, commence à filtrer l'ensemble des contenus qui circulent sur les réseaux sociaux, en mettant en garde sur l'absence de vérification de certains messages, en demandant le retrait des images qui portent atteinte à la dignité des victimes, en essayant de recouper les témoignages... En effectuant ce travail de curation au service de la communauté, ils ont effectué une tâche qui est habituellement dévolue aux médias (on pense à la couverture live des attentats en France par le site web lemonde.fr).

45. Médias de Côte d'Ivoire, soyons plus professionnels... (blog de Cyriac Gbogou, 15/10/2013)

Pour leur part, plusieurs journaux ivoiriens n'ont pas brillé au lendemain de l'attentat en publiant à leur Une des photos qui n'avaient rien à voir avec les événements de Grand Bassam⁴⁶.

6.2. DES BESOINS IMMENSES EN MATIÈRE DE FORMATION

6.2.1. Pour les journalistes

Des médias professionnels et responsables peuvent jouer le rôle de garants de l'intérêt public. Une pratique professionnelle et éthique du journalisme nécessite cependant une formation de qualité. L'offre de formation initiale est peu étayée et de qualité aléatoire.

Les cycles courts de formations généralistes ou thématiques proposés par les organisations internationales ne suffisent pas à combler tous les besoins. En conséquence : dans l'ensemble, les journalistes se forment sur le tas. Lorsqu'ils débarquent dans les rédactions, ils ne peuvent bénéficier ni d'un encadrement, ni d'une véritable possibilité de mise à l'épreuve. Difficile, dans ce contexte, d'espérer un respect de l'éthique et de la déontologie.

Une formation initiale de qualité, la prise en compte des mutations introduites par les médias sociaux et la promotion d'une culture d'excellence dans le domaine du journalisme peuvent contribuer de manière significative à l'amélioration de la qualité des contenus.

Dans le domaine des données, il existe pourtant des initiatives intéressantes comme celle de ce collectif de blogueurs et journalistes camerounais qui a décidé de décrypter l'ensemble des gouvernements de Paul Biya⁴⁷ depuis son accession au pouvoir en 1982 ! Pour passer en revue les 33 gouvernements, l'équipe a dû collecter les données historiques pour retracer notamment la provenance des ministres (leur région d'origine) avant de procéder à la mise en forme de ces données. Estimant risqué de s'engager dans l'interprétation et l'analyse des données ainsi collectées, l'équipe s'est contentée de les mettre en forme et de les mettre en ligne laissant à chacun le soin d'en tirer les enseignements.

L'existence de médias professionnels indépendants est l'une des manières les plus efficaces de lutter contre la corruption et de renforcer la redevabilité des autorités, constate une récente étude publiée par BBC Media Action⁴⁸.

6.2.1. Pour les blogueurs

Nouveaux acteurs dans le domaine de l'information, les blogueurs ne sont pas tous journalistes et pas tous conscients des responsabilités qui sont les leurs en prenant publiquement la parole. La culture issue du droit de la presse (respect de la vie privée, respect de la présomption d'innocence, diffamation, etc.) leur fait souvent défaut et les conduit, par méconnaissance, à franchir les lignes rouges définies par la loi.

D'autre part, les techniques de vérification d'information employées par les journalistes (ou qui devraient théoriquement être employées par les professionnels de l'information) ne sont pas toujours connues des blogueurs les conduisant à diffuser des contenus à la véracité parfois approximative.

Les besoins de formation sont importants dans ces domaines chez les blogueurs les plus écoutés. Certains n'ont toutefois pas attendu et se sont mis d'eux-mêmes en situation d'agir comme des journalistes en pratiquant l'auto-formation, comme on l'a vu avec les événements de Grand Bassam.

6.2.3. Pour le grand public

Si l'accès et l'appropriation des outils sont loin d'avoir atteint leur plein potentiel, les progrès de ces dernières années en matière de pluralisme et de diversification de sources mettent en exergue de nouveaux défis notamment liés à l'interprétation de ce flot incessant d'informations déversées sur les réseaux sociaux.

46. Attentat de Grand-Bassam : des bourdes en Une de journaux ivoiriens (*Les Observateurs de France* 24, 14/03/2016)

47. Les gouvernements de Paul Biya

48. An independent media is one of the most effective assets we have in efforts to curb corruption and foster accountability (BBC Media Action, mai 2016)

La difficulté à distinguer info et intox compte parmi les insuffisances observées chez les internautes qui découvrent le web à l'ère des réseaux sociaux.

C'est là qu'entrent en jeu les ambassadeurs, ces commentateurs de l'information dont le rôle est de valider les contenus les plus partagés. Parfois journalistes ou tout simplement administrateurs de communautés en ligne, ces acteurs méritent une attention particulière au vu de la responsabilité qui leur incombe. Mieux outillés, ils contribueraient à réduire la portée des rumeurs et autres fausses informations largement diffusées sur les réseaux sociaux.

6.3. QUESTIONS DE SÉCURITÉ

6.3.1. Des menaces qui planent

« Au Cameroun, si vous parlez du président de la République, vous allez avoir une série de personnes qui vont immédiatement vous interroger en ligne. Peut-être qu'il s'agit de la même personne qui a plusieurs comptes sur les réseaux sociaux. Vous ne savez pas. Alors certains activistes abandonnent plus facilement en disant "je ne veux pas avoir affaire à des gens comme ça". », raconte le journaliste Edouard Tamba⁴⁹.

« Le Bénin est un pays relativement libre mais les risques viennent souvent des autorités qui peuvent mettre la pression ou intimider les activistes⁵⁰ », explique le journaliste béninois Maurice Thantan.

La pression exercée sur les acteurs citoyens peut se traduire de plusieurs manières, comme l'analyse Cheikh Fall⁵¹ :

« Le risque c'est d'être convoqué par la police parce que tout simplement, on a touché une question très sensible. Durant la campagne électorale en 2012 au Sénégal, on a eu un activiste qui a été arrêté par la police et il est resté en garde à vue pendant quelques heures. Je pense que notre présence sur l'internet nous a protégés sinon ça risquait d'être plus compliqué. Ensuite, l'autre risque, c'est le fait de s'exposer, d'exposer sa famille, ses amis, au point d'attirer l'attention de son employeur parce qu'il faut vivre en même temps aussi. Pour militer, il faut rester en vie. Pour rester en vie, il faut exister. Pour exister, il faut avoir de l'argent pour se nourrir et rester en vie. Souvent on a un travail qui n'a rien à voir avec notre militantisme, mais il y a des conflits d'intérêts possibles parce que notre patron est peut-être ami avec le pouvoir et qu'il n'a pas besoin de se créer des ennuis. »

6.3.2. Des acteurs citoyens sous surveillance ?

Avec la croissance du nombre d'utilisateurs, certains activistes s'inquiètent de la tentation pour les services de sécurité de se doter d'outils juridiques et matériels destinés à la surveillance de l'activité en ligne, sous couvert de lutte contre le terrorisme ou la cybercriminalité. Des craintes confortées notamment par les campagnes d'identification des abonnés de téléphonie mobile ces dernières années dans la plupart des pays en Afrique subsaharienne.

« À Madagascar, la nouvelle loi sur la cybercriminalité prévoit des peines de prison et de très lourdes amendes pour les personnes accusées de diffamation, notamment pour des propos tenus sur les réseaux sociaux », s'alarme **Mialisoa Randriamampianina**, blogueuse et consultante en communication malgache qui craint que la lutte contre la cybercriminalité ne soit utilisée comme prétexte pour museler les voix discordantes.

49. Edouard Tamba (entretien avec les auteurs)

50. Maurice Thantan (entretien avec les auteurs)

51. Cheikh Fall (entretien avec les auteurs)

7. PARTICIPATION CITOYENNE

7.1. L'ÉMOTION COMME DÉCLENCHEUR DE MOBILISATION

Les inondations qui frappent régulièrement certains quartiers d'Abidjan ou de Dakar provoquent des mouvements de solidarité en ligne. Dès 2012, #Sunucause a permis de collecter des fonds pour les victimes⁵² :

« Des messages sont postés sur les différents réseaux sociaux puis centralisés sur la plateforme. Chacun peut alors se mobiliser, que ce soit par des dons ou des actions concrètes sur le terrain. De telles actions ont permis à des personnes de la plateforme de venir spontanément en aide à des quartiers inondés de la banlieue dakaroise. »

C'est l'émotion qui mobilise les gens en ligne, constate le Camerounais **Joël Nlepe**⁵³ : « *Vous pouvez mobiliser les gens parce qu'une femme a attendu une opération de chirurgie devant l'hôpital alors qu'il y avait le médecin à l'intérieur. En revanche, il est difficile de mobiliser en disant "habillez-vous en noir pour contester la candidature du chef de l'État à un nouveau mandat". [...] Quand ça touche au bien-être de gens, c'est très concret, et donc y a la possibilité de mobilisation* ».

L'émotion peut également être provoquée par les passe-droits accordés à certains. Au Sénégal, le projet de construction de l'ambassade de Turquie sur la corniche ouest a été à l'origine d'un important mouvement qui s'est traduit par des manifestations. Le bâtiment « *devait occuper en toute illégalité une partie de notre domaine public maritime* », rappelle l'activiste **Cheikh Fall**⁵⁴.

Les questions liées à l'accès à l'internet sont aussi de nature à mobiliser le premier cercle des acteurs du web citoyen. Au Bénin, une campagne a été lancée en ligne avec pour mot d'ordre « Rendez-nous le .bj ». Le manifeste⁵⁵ de la campagne demande à Bénin Telecom Infrastructures de faciliter l'accès au .bj, c'est-à-dire extension pour le nom de domaine du Bénin. En effet, explique **Mylène Flicka**⁵⁶, « *c'était très difficile d'obtenir un nom de domaine en .bj parce qu'il fallait effectuer un tas de démarches administratives pour le faire* ».

Les activistes en ligne jouent parfois le rôle d'ambassadeurs. Ils portent ainsi les revendications de leurs concitoyens, absents des canaux de diffusion en ligne que représentent les réseaux sociaux. L'engagement citoyen et l'organisation de mobilisations en ligne ont souvent pour effet de faire classer les activistes dans les rangs des opposants politiques. « *Quand on dit engagement citoyen, on passe pour un opposant* », constate le journaliste camerounais **Edouard Tamba**⁵⁷.

7.2. DÉVELOPPEMENT DE RÉSEAUX CITOYENS

Les réseaux citoyens se développent sous différentes formes. Le cas de pétitions en ligne est l'une des modalités de la mobilisation. C'est souvent comme cela que naissent les mouvements citoyens. On l'a vu au Sénégal avec la mobilisation contre la construction de l'ambassade de Turquie à Dakar qui devait empiéter sur le domaine public maritime sur la corniche.

Toutefois pour l'heure, la principale plateforme de pétitions en ligne, Change.org, n'est pas physiquement présente sur le sol du continent. « *Nous nous posons la question d'un déploiement sur le terrain en ouvrant des bureaux en Afrique mais c'est une question de moyens à l'heure actuelle* », explique **Benjamin des Gachons**⁵⁸, le directeur de Change.org France.

Cette absence de représentation physique en Afrique n'empêche pas les internautes du continent de se saisir de la plateforme pour y exprimer leurs refus ou leurs souhaits, selon les données communiquées par Benjamin des Gachons⁵⁹ :

52. Sunucause, nouveau symbole des réseaux Internet au Sénégal (Slate.fr, 1/10/2012)

53. Joël Nlepe (entretien avec les auteurs)

54. Cheikh Fall (entretien avec les auteurs)

55. Manifeste : « Libérer le numérique béninois pour booster l'économie » - Rendez-nous le .bj

56. Mylène Flicka (entretien avec les auteurs)

57. Edouard Tamba (entretien avec les auteurs)

58. Benjamin des Gachons (entretien avec les auteurs)

59. Benjamin des Gachons (entretien avec les auteurs)

« Si l'on se base sur l'adresse IP pour les localiser, les comptes actifs sur notre plateforme au cours des neuf derniers mois sont au nombre de :

- Sénégal : 30 000
- Ghana : 25 000
- Côte d'Ivoire : 13 000
- Madagascar : 8 000
- Burkina : 8 000
- RD Congo : 5 000
- Bénin : 4 000 »

Si on rapporte ces chiffres à l'importance de la population connectée dans chaque pays, les chiffres sont relativement importants et témoignent d'une volonté de s'engager en ligne assez largement répandue.

7.2.1. Réseaux et événements qui fédèrent des développeurs

Les initiatives sont nombreuses dans le domaine du développement informatique pour fédérer et organiser le partage entre tous ceux qui travaillent dans ce secteur. C'est de ce milieu professionnel que viennent, par exemple, des événements comme les hackathons (marathon d'innovation organisés le plus souvent le temps d'un week-end).

Historiquement, le réseau Innovafrica qui s'est développé sous l'impulsion de la FING (Fondation Internet Nouvelle Génération) a joué un rôle précurseur en Afrique francophone dans la mise en réseau des pionniers et dans la stimulation des initiatives locales en matière d'innovations de toutes sortes ayant un impact en matière de développement des pays concernés. InnovAfrica était aussi une rencontre annuelle en Afrique pour réunir les porteurs d'initiatives innovantes dans ce domaine. Le programme Innovafrica a finalement été interrompu il y a quelques mois, faute de financement.

Il serait impossible de lister toutes les initiatives et les communautés. Nous en avons identifié un certain nombre qui donnent une idées des activités et ambitions de ces acteurs.

Les rencontres mondiales du logiciel libre réunissent une fois par an (et connectent tout au long de l'année) une communauté mondiale attentive à la situation de l'Afrique et convaincue que les logiciels libres offrent une réponse à la situation du continent.

Au Bénin, l'une des initiatives lancée par les développeurs est intitulée « Code by night ». Ils ont imaginé une carte interactive qui indique les quartiers de Cotonou qui souffrent du manque d'électricité⁶⁰.

Au Mali, il existe un groupe WhatsApp qui regroupe les personnes intéressées par les enjeux liés à l'*open data*⁶¹.

Autour des *fab labs*⁶² s'est constituée une communauté dynamique avec des points focaux situés à Abidjan, Lomé et Ouagadougou notamment.

7.2.2. Réseaux et événements qui fédèrent des journalistes / blogueurs

Les associations de blogueurs existent dans quasiment tous les pays du continent. Elle regroupent souvent un ensemble de blogueurs non journalistes et de blogueurs journalistes qui trouvent là un moyen de partager leurs expériences et de se former mutuellement tout en plaident auprès des autorités pour une reconnaissance légale de leur activité.

Parfois, deux associations concurrentes se disputent même l'intérêt des autorités locales et des bailleurs internationaux.

60. Maurice Thantan (entretien avec les auteurs)

61. Lalaicha Maiga (entretien avec les auteurs)

62. Un *fab lab* (contraction de l'anglais *fabrication laboratory*, « laboratoire de fabrication ») est un lieu ouvert au public où il est mis à sa disposition toutes sortes d'outils, notamment des machines-outils pilotées par ordinateur, pour la conception et la réalisation d'objets.

Ces associations jouent aussi, *de facto*, un rôle de contre-pouvoir et sont régulièrement considérées par les autorités comme des foyers d'opposition⁶³.

Les associations de blogueurs sont régulièrement à jouer un rôle dans les processus électoraux. Des ONG comme OSIWA (voir ci-après) les appuient fortement pour prendre part au débat pré électoral en interpellant les politiques sur le web et les réseaux sociaux mais aussi en prenant part au processus de surveillance de la régularité des opérations électORALES.

7.2.3. Réseaux et événements généralistes

Il existe nombre de réseaux et de communautés qui peuvent relever du domaine de l'action citoyenne et qui se développent dans les différents pays étudiés. Nous avons sélectionné quelques exemples qui donnent une idée des échanges en cours sur Facebook, car c'est essentiellement cette plateforme qui est utilisée pour mobiliser.

Action civique

« *Le projet Police Secours qui est un groupe Facebook où on retrouve des commissaires de police, des pompiers qui gèrent les questions d'accidents de la route, de délits de fuite ou de corruption* », signale **Mohamed Diaby**.

→ Groupe police secours (Côte d'Ivoire) - 26 000 membres

Au Sénégal, le comportement des automobilistes peu respectueux du code de la route et de ceux qui jettent leurs ordures n'importe où fait l'objet de nombreuses plaintes de citoyens.

→ Communauté Facebook pour lutter contre l'indiscipline des Sénégalais (Sénégal) - 30 000 fans

Refuser le piston et les prébendes au profit des recrutements et promotions au mérite, c'est l'objet de ce groupe créé au Mali.

→ Communauté Facebook Méritocratie malienne (Mali) - près de 30 000 membres

Consommation

→ Communauté Facebook de défense des consommateurs en CIV - 35 000 membres

Santé

→ Mobilisation contre la drépanocytose au Bénin / Page de l'Association béninoise contre la drépanocytose (4 000 fans)

→ Ligue sénégalaise contre le tabac (3 700 fans)

7.2.4. Les initiatives citoyennes durables

Le Sénégal dispose de l'une des communautés d'activistes les plus dynamiques d'Afrique francophone. Des groupes d'horizons divers se retrouvent régulièrement pour lancer des actions. Un activisme qui trouve son origine dans le succès de l'opération de surveillance des élections #Sunu2012, explique **Cheikh Fall** :

« *C'est un coup de chance énorme que nous avons eu avec cette campagne, parce qu'on était en transition entre une façon classique de consommer l'information avec les médias traditionnels et des technologies avec lesquelles les gens ne savaient pas qu'ils pouvaient faire de l'information. Quand le projet #Sunu2012 est arrivé, les gens ont compris qu'ils avaient la capacité de s'exprimer, d'exercer leur citoyenneté, de prendre la parole et ça, ça a ouvert des brèches et commence à porter ses fruits.* »

63. Démocratie et Internet : les associations de blogueurs, émergence d'un contre-pouvoir (Jeune Afrique, 15/11/2013)

Au Sénégal également, une forme de militantisme pour l'exploitation du numérique au service du développement anime **Alexandre Gubert Lette**⁶⁴, le créateur du Rufisque Tech Hub :

« Mon combat, c'est une lutte pour l'appropriation des technologies afin de résoudre des problèmes de développement. Aujourd'hui, la technologie telle que nous avons l'habitude de la voir, c'est quelque chose d'élitiste, réservé à une petite catégorie de personnes. Mon raisonnement, c'est comment utiliser aujourd'hui cette révolution-là pour vraiment régler des problèmes concrets de développement dans nos localités. »

7.3. PRODUCTION ET PARTAGE DES DONNÉES CITOYENNES

Les efforts engagés dans la promotion de l'*open data* (dont nous parlerons plus loin) concernent au premier chef les données publiques que détiennent les administrations et services publics. Cet effort ne doit pas occulter la production de données par des citoyens organisés, le plus souvent de manière totalement bénévole.

7.3.1. Cartographie

7.3.1.1. OpenStreetMap

OpenStreetMap (OSM) est un projet qui a pour but de constituer une base de données géographiques libre du monde (permettant par exemple de créer des cartes sous licence libre), en utilisant le système GPS et d'autres données libres.

Ce « Wikipedia de la cartographie » a généré des communautés OSM qui sont relativement actives en Afrique subsaharienne notamment via l'Espace OpenStreetMap francophone⁶⁵, soutenu par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Leur activité est venue compenser le manque de précision proposé jusque récemment par d'autres services cartographiques comme Google Maps.

Les outils disponibles permettent d'utiliser les données d'OpenStreetMap pour :

- alimenter la carte mondiale et en extraire certaines parties pour son propre usage (du globe complet à la carte locale) ;
- créer des cartes interactives ou statiques ;
- créer des cartes pour de nombreux terminaux GPS ;
- alimenter certains SIG (Systèmes d'information géographiques).

« Au Bénin, la communauté OpenStreetMap est active et elle organise souvent des opérations pour cartographier le pays⁶⁶. » Elle se heurte néanmoins à des difficultés techniques qu'elle tente de surmonter en lançant une opération de financement participatif (la première pour les communautés OSM en Afrique de l'Ouest) pour « acquérir 275 km² d'imagerie satellite haute résolution sur la ville de Cotonou selon une licence permettant de faire progresser la carte de base OpenStreetMap sur cette ville notamment ses routes, son réseau hydrographique, son bâti et ses modes d'occupation du sol.⁶⁷ » L'opération a permis de collecter les 2 000 € nécessaires⁶⁸.

7.3.1.2. Carto-malaria au Burkina

« À Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, des jeunes passionnés de numérique et de cartographie libre, issus du Ouagalab, un Fab lab au cœur de Ouagadougou, ont décidé de lancer Carto-malaria, un projet ambitieux qui consiste à cartographier et numériser les coordonnées géographiques de toutes les zones à risques, dans lesquelles se développe l'agent vecteur du paludisme », raconte Florent Youzan sur son blog.

7.3.2. Surveillance des élections

Les médias sociaux stimulent la participation et le monitoring des élections. Une transformation des interactions entre candidats et électeurs qui donne un tout nouveau sens à la compétition électorale.

64. Alexandre Gubert Lette (entretien avec les auteurs)

65. Espace Projet OpenStreetMap francophone

66. Maurice Thantan (entretien avec les auteurs)

67. Crowdfunding OpenStreetMap au Bénin : 275km² d'imagerie satellite haute résolution pour Cotonou (Blog OpenStreetMap Bénin, 23/04/2016)

68. Une imagerie pour OpenStreetMap Bénin (Urule, 01/05/2016)

7.3.2.1. Sénégal

En 2012, au soir du second tour des élections présidentielles sénégalaises, #Sunu2012, projet conçu par le cyber-activiste Cheick Fall mobilisait une centaine d'observateurs armés de téléphones et d'appareils photo. Ces derniers ont recueilli des informations sur le déroulement des opérations de vote, de l'ouverture des bureaux au décompte des voix.

Les données recueillies ont permis à l'équipe de #Sunu2012 de publier les tendances lourdes des résultats dans la soirée même du jour de vote. Une première en Afrique subsaharienne.

7.3.2.2. Burkina Faso

En novembre 2015, 5,5 millions d'électeurs Burkinabè sont appelés aux urnes pour élire leurs députés et leur président. Déjà en alerte sur les réseaux sociaux depuis l'insurrection d'octobre 2014, blogueurs et utilisateurs de Twitter se fédèrent autour du hashtag #Lwilibote. Lancé à quelques semaines du scrutin, il a drainé des dizaines de milliers de publications.

7.3.2.3. Bénin

Au Bénin, le hashtag #vote229 a fédéré une initiative de veille électorale lancée par les blogueurs béninois, dans le cadre des dernières élections présidentielles.

7.3.3. Au service de l'action humanitaire

7.3.3.1. Ebola

La mobilisation contre le virus Ebola a été conduite par les autorités gouvernementales dans les différents pays touchés par le virus ou qui redoutaient de l'être. Les efforts de prévention ont été largement relayés auprès des populations au Sénégal et en Côte d'Ivoire par les blogueurs et les personnalités influentes sur les réseaux sociaux.

Au Sénégal, un collectif de jeunes blogueurs a créé une page Facebook intitulée #SenStopEbola⁶⁹ pour mener des campagnes de prévention auprès des populations. Internautes et personnalités ont soutenu l'initiative. Ces volontaires ont mis en place une stratégie de communication digitale #SenStopEbola sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) et mis en ligne une application mobile pour informer le public sur l'épidémie à virus Ebola.

En Côte d'Ivoire, les blogueurs ont repris le principe du « Ice bucket challenge » qui a fait florès sur les réseaux sociaux à l'échelle mondiale pour lancer un défi similaire : « Mousser contre Ebola ». La campagne virale, qui montre des célébrités se verser de l'eau glacée sur la tête pour soutenir la lutte contre la maladie de Charcot, a été détournée par les Abidjanais. Le principe est semblable, mais «Mousser contre l'Ebola» se veut une campagne de sensibilisation sur les mesures d'hygiène extrêmes à prendre pour se protéger contre cette maladie, via les réseaux sociaux. En marge de cette campagne, d'autres actions ont vu le jour sur la toile.

7.3.3.2. Mobilisations pour les personnes malades ou blessées

La mobilisation au service de malades est l'une des actions menées dans plusieurs pays par les acteurs citoyens. En Côte d'Ivoire, plusieurs appels de fonds ont été lancés pour payer médicaments ou opérations chirurgicales à des personnes dont le sort avait touché les blogueurs.

Lancé dans les heures agitées et violentes de 2011, alors que le pays peinait à sortir de la guerre civile qui l'a miné durant une décennie, le hashtag #CIVsocial a été utilisé à de multiples reprises pour venir en aide à ces malades⁷⁰.

« Lors de la première collecte que nous avons organisée pour acheter des médicaments pour un enfant, je suis allé chercher l'argent chez les personnes qui proposaient de donner. La première personne se trouvait à l'autre bout de la ville et j'ai payé 3 000 francs CFA de taxi pour un don de 1 000 F CFA. J'étais un peu désespéré, mais finalement au bout de la journée, nous avons collecté 800 000 francs CFA, ce qui a permis d'acheter les médicaments », se souvient **Cyriac Gbogou**⁷¹.

Des opérations du même type ont eu lieu dans d'autres pays comme le Sénégal.

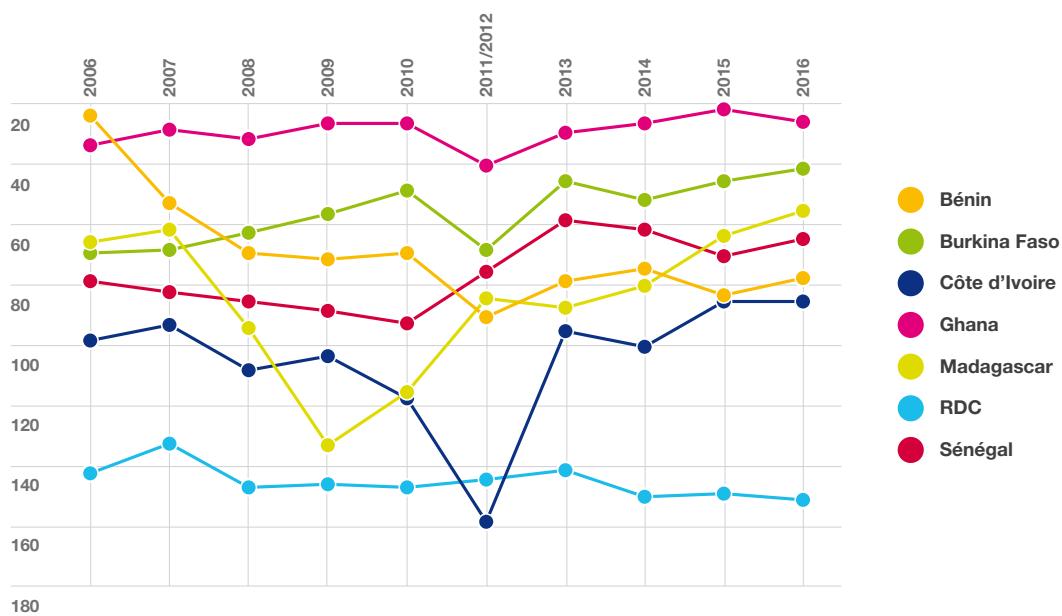
69. Sénégal : la lutte contre le virus Ebola s'organise sur Facebook (RFI, 17/09/2014)

70. #CIVsocial : sauvés par les Tweets à Abidjan ! (TV5 monde, 09/04/2011)

71. Cyriac Gbogou (entretien avec les auteurs)

8. LIBERTÉ DE LA PRESSE ET LIBERTÉ D'EXPRESSION

Situation de la liberté de la presse selon le classement annuel
de Reporters sans frontières par rang



En matière de liberté de la presse et de liberté d'expression, la situation des journalistes et des médias connaît globalement une amélioration dans les textes même s'il reste des exceptions parmi les pays de l'étude (particulièrement la RD Congo). En revanche, c'est l'application des textes qui apparaît souvent perfectible.

Pour ce qui concerne les blogueurs et tous ceux qui ne sont pas reconnus officiellement comme journalistes, la situation est beaucoup plus contrastée. Au Cameroun, les activistes citoyens ont l'impression d'une liberté en sursis, comme l'explique le journaliste **Edouard Tamba**⁷² : « Jusqu'ici, le président a été très intelligent, il a libéralisé la communication. Il y a une notion de tolérance administrative jusqu'au jour où tu vas dépasser une certaine limite. L'environnement qui s'est créé, ce n'est pas la liberté d'expression, mais seulement une liberté de bavarder. »

Cette situation d'incertitude face à la loi et ses modalités (variables) d'application a été évoquée par plusieurs de nos interlocuteurs. Elle appelle un rapide coup de projecteur sur la situation de chacun des pays de l'étude.

8.1. BÉNIN

Au Bénin, le code de l'information et de la communication adopté en janvier 2015 définit qui sont les journalistes et dépénalise un certain nombre de délits de presse mais laisse planer le risque d'une condamnation à une peine de prison en cas de « provocation aux crimes et délits contre la chose publique ».

L'accès à l'information demeure mal défini pour les journalistes et plus encore pour les non journalistes. Cette situation a conduit Wanep-Bénin (*West Africa network for peacebuilding*) et son partenaire Osiwa (*Open society initiative for west Africa*) à élaborer un projet de droit d'accès à l'information, au profit des blogueurs et des acteurs citoyens du Bénin⁷³.

8.2. BURKINA FASO

Dans la foulée de la révolution qui a chassé Blaise Compaoré du pouvoir, le Conseil national de la Transition (CNT) au Burkina a voté, en septembre 2015, une loi qui supprime les peines d'emprisonnement pour les journalistes accusés de délits de presse. Toutefois, les fortes amendes qui menacent les médias sont jugées sans rapport avec la précarité économique des médias du pays.

72. Edouard Tamba (entretien avec les auteurs)

73. Bénin : Un projet de loi sur le droit d'accès à l'information pour les blogueurs et influenceurs web (Blog d'Atman Bouba, 11/05/2016)

8.3. CÔTE D'IVOIRE

En Côte d'Ivoire, tout délit commis par voie de presse est désormais dé penalisé depuis 2013. Cependant, il existe des exceptions, qui concernent notamment l'incitation au vol, à la haine, à la rupture de la cohésion sociale, à l'atteinte à l'intégrité du territoire national, etc. Autant d'exceptions qui laissent une importante marge d'interprétation aux magistrats. Par ailleurs, la libéralisation du paysage audiovisuel a beaucoup tardé, limitant l'offre télévisuelle aux chaînes publiques et aux chaînes étrangères accessibles par satellite. Le processus devant mener au lancement de chaînes privées est maintenant engagé⁷⁴.

8.4. GHANA

La Constitution du Ghana de 1992 fournit une protection forte pour la liberté d'expression ainsi que pour la liberté des médias. À ce titre, le Ghana occupe régulièrement la première place en Afrique dans les classements sur le critère de la liberté de la presse.

8.5. MADAGASCAR

Le nouveau Code de la communication voté en juillet 2016 inquiète les journalistes. Le texte prévoit jusqu'à 30 000 € d'amende pour injure ou diffamation envers les représentants de l'État.

8.6. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La République démocratique du Congo connaît une dégradation de sa situation en matière de liberté de la presse et de sécurité des journalistes qui vaut au pays d'être classé 152^{ème} sur 180 au classement de Reporters sans frontières⁷⁵.

Avant même de les protéger des foudres de la loi, c'est de la violence armée qu'il faut préserver les journalistes. « Les détentions arbitraires, les coupures de signaux radio et les intimidations se normalisent », constate amèrement RSF, en soulignant que le contexte de campagne électorale contribue à rendre la situation des journalistes plus fragile et menaçante.

8.7. SÉNÉGAL

Le texte qui prévoit la dé penalisation des délits de presse est en discussion depuis 2010 et sur le bureau du Parlement depuis de longues années, mais le groupe majoritaire à l'Assemblée nationale refuse de l'adopter⁷⁶.

Cette situation vaut au Sénégal d'être épingle par Amnesty international comme voulant « museler la presse »⁷⁷. L'ONG dénonce en particulier des arrestations de journalistes.

Les mobilisations de la société civile existent aussi quand des atteintes à la liberté d'expression sont constatées, comme ce fut le cas avec l'affaire Déesse Major, du nom d'une rappeuse sénégalaise. Une vidéo Snapchat la montrant avec un décolleté a provoqué la polémique et son arrestation durant trois jours après les protestations d'un collectif qui accusait la jeune femme de s'adonner à « des danses érotiques » et d'être en « porte à faux » avec les « valeurs religieuses et morales » sénégalaises⁷⁸. Les différentes communautés d'activistes citoyens se sont mobilisées pour réclamer sa libération. Face à « la montée en puissance de ce que je peux appeler "les nouveaux gardiens de la morale sénégalaise", nous sommes là pour nous battre contre cette radicalisation », explique l'activiste **Alexandre Gubert Lette**⁷⁹.

74. Mutations décisives en vue pour le paysage audiovisuel ivoirien (*Film français*, 30/05/2016)

75. La République démocratique du Congo 152^{ème} au Classement mondial de la liberté de la presse (RSF, 20/04/2016)

76. Sénégal : pour la majorité, pas de dé penalisation des délits de presse (RFI, 01/04/2014)

77. Rapport annuel 2015/2016. Le Sénégal présente un tableau peu reluisant (Amnesty international, 24/02/2016)

78. Sénégal : Déesse Major poursuivie pour « atteinte aux bonnes mœurs » (RFI, 19/06/2016)

79. Alexandre Gubert Lette (entretien avec les auteurs)

9. GOUVERNANCE OUVERTE

9.1. DIALOGUE AVEC LES DÉCIDEURS

9.1.1. Présence sur FB ou Twitter

Dans certains pays, comme le Sénégal, des blogs, comme celui de l'activiste Cheikh Fall, publient des classements des personnalités politiques ayant le plus d'audience sur Facebook ou sur Twitter⁸⁰.

Au Burkina Faso, les institutions publiques sont de plus en plus souvent présentes sur Facebook⁸¹.

« Bienvenue sur le compte officiel Facebook de la Gendarmerie Nationale du Burkina Faso. Notre objectif est de mieux vous accompagner dans votre sécurité !!! »

Posté par la Gendarmerie Nationale du Burkina Faso le mardi 2 février 2016

Au Cameroun, un admirateur de l'armée avait créé la page Facebook du ministère de la Défense. Le journaliste **Edouard Tamba**⁸² raconte la suite : « Ce n'était pas une page officielle, mais les personnes non averties avaient l'impression que c'était la vraie page. Et les informations diffusées par cette page étaient justes. Et puis est arrivé un jour où des gens ont fait circuler sur l'internet les photos d'une intervention armée. Parmi les cadavres, il y avait la photo d'un mec qui ressemblait au chef de Boko Haram et l'administrateur de la page Facebook a publié cette photo et écrit "Félicitations à l'armée camerounaise". La presse du Nigeria s'est appuyée sur cette page Facebook et a publié l'info à son tour. Le gars s'est fait arrêter au Cameroun et le ministère de la Défense a publié un communiqué pour informer que ce n'était pas une page officielle. »

Cette démultiplication des pages non officielles, voire des faux comptes personnels d'hommes politiques, se développe au Cameroun,⁸³ mais le pays n'est pas le seul concerné.

9.1.1.1. Les politiques délèguent leur voix à des community managers

Outils de communication incontournables, les réseaux sociaux prennent une place centrale dans le paysage politique. Individuellement ou en lien avec leurs partis, les acteurs politiques s'en servent pour diffuser leurs idées, créer et fédérer des communautés ou encore pour convaincre de futurs électeurs.

« Sur les 36 ministres que compte l'actuel gouvernement ivoirien, 31 alimentent des comptes Twitter ou Facebook. Mais ceux qui dialoguent réellement avec le public se comptent sur les doigts d'une main », tempère le journaliste et blogueur ivoirien **Daouda Coulibaly**⁸⁴.

Nous sommes encore loin de l'implication personnelle d'un Barack Obama sur les réseaux sociaux. La gestion des comptes officiels est généralement confiée à des services de communication habilités à publier du contenu, mais pas à répondre au nom du détenteur officiel du compte.

Même tendance du côté des administrations qui sont de plus en plus nombreuses à marquer leur présence sur les principales plateformes (Facebook et Twitter notamment). Si les citoyens attendent de leurs administrations plus d'ouverture, de dialogue et de transparence, ces dernières ne voient les réseaux sociaux que comme des outils de diffusion. Rares sont les administrations qui instaurent un réel dialogue avec leurs administrés.

9.1.1.2. Peu de dialogue pourtant entre politiques et citoyens

Au Sénégal, la culture des réseaux sociaux (très réactive et à base de hashtags) a envahi le champ politique depuis 2012 avec l'opération #Sunu2012 de surveillance de l'élection présidentielle via les réseaux sociaux.

80. Top classement des hommes politiques sénégalais sur Twitter : les 20 comptes à suivre (Blog de l'activiste Cheikh Fall, 06/05/2016)

81. Au Burkina Faso, Facebook attire de plus en plus d'institutions publiques (par Justin Yarga sur LinkedIn)

82. Edouard Tamba (entretien avec les auteurs)

83. Cameroun - Réseaux sociaux : les faux profils de nos dirigeants sur Facebook (Camerpost, 15/09/2015)

84. Daouda Coulibaly (entretien avec les auteurs)

Et lorsque le chef de l'État élu à l'époque semble renoncer à ses promesses (réduire le mandat présidentiel de sept à cinq ans), un nouveau *hashtag* ironique fait son apparition : #PrometDesTrucsCommeMackySall⁸⁵.

En quelques heures, le mouvement a fait florès⁸⁶ :

« Lancé mardi 23 février par Fary Ndao, géologue et slammeur, le mot-dièse #PrometDesTrucsCommeMackySall s'est emparé de Twitter et a déjà généré plus de 1 400 messages, selon l'outil analytique Tweetchup. »

Quelques signes avant-coureurs indiquent une prise en considération plus importante du dialogue en ligne de la part des politiques. Au Bénin, le dernier scrutin présidentiel a donné lieu à des échanges entre les candidats et des personnalités qui ont émergé sur le web et les réseaux sociaux. Un signe encourageant aux yeux du journaliste **Maurice Thantan**⁸⁷ : « Il y a de l'avenir car les influenceurs seront de plus en plus écoutés et ainsi forceront les autorités publiques à changer les choses. Lorsqu'on voit des candidats à la présidentielle, échanger avec les internautes dans le cadre d'un débat, c'est le signe qu'internet touche quand même déjà beaucoup de monde. »

9.2. OUVERTURE DES DONNÉES ET TRANSPARENCE

9.2.1. Peu de pays engagés dans l'ouverture des données

« Au Bénin, les institutions publiques et les responsables politiques n'ont pas, pour la plupart, de sites web et, lorsqu'ils en ont, ceux-ci ne sont pas actualisés et il n'y a aucune interaction. Très peu d'autorités publiques répondent aux préoccupations des citoyens⁸⁸. » Seule initiative notable dans ce pays, la présence de la mairie de Abomey-Calavi, la 3^{ème} ville du Bénin, sur Facebook⁸⁹.

9.2.2. Open data

Sur le continent, le développement de l'*open data* connaît des débuts timides et limités à un groupe de pays très restreint⁹⁰ :

« Au Kenya, au Ghana ou au Maroc, qui a lancé son premier portail www.data.gov.ma en mai 2011, ont succédé d'autres pays, comme le Burkina Faso, premier chez les pays francophones, ou le Sierra Leone, qui tentent de relever le défi de l'accès aux données dans le monde rural. »

Cette culture de la donnée ouverte repose sur les six principes définis par la charte de l'*open data*⁹¹.

« Les données :

- seront ouvertes par défaut ;
- seront diffusées en temps opportun et seront exhaustives ;
- seront accessibles et utilisables ;
- seront comparables et interopérables ;
- serviront à l'amélioration de la gouvernance et de la participation citoyenne ;
- favoriseront le développement inclusif et l'innovation. »

Pour favoriser le développement de cette culture de la donnée, les initiatives engagées par Etalab en partenariat avec CFI visent à initier de premières réalisations et à constituer un groupe d'acteurs pionniers de la donnée ouverte sur le continent. C'était l'un des objectifs de l'événement #HackFrancophonie⁹² organisé à Paris en février 2016 :

85. #PrometDesTrucsCommeMackySall : quand les Sénégalais se défoulent sur Twitter (Jeune Afrique, 24/02/2016)

86. Ibid

87. Maurice Thantan (entretien avec les auteurs)

88. Maurice Thantan (entretien avec les auteurs)

89. La Mairie de Abomey-Calavi sur Facebook

90. L'Afrique a-t-elle entamé sa révolution « open data » ? (Jeune Afrique, 12/01/2015)

91. Charte de l'*open data*

92. #HackFrancophonie Jour 2 – Open Data Camp autour des données ouvertes dans la Francophonie (Etalab, février 2016)

« Les participants à l'open data camp ont conçu leurs projets en lien avec les données ouvertes dans les pays francophones. Si le Burkina Faso a développé le premier portail de données ouvertes d'Afrique francophone, beaucoup de pays de la région n'en sont pas encore dotés. C'est pourquoi les participants et l'équipe d'Etalab ont recensé en amont de l'événement les données ouvertes au Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Haïti, Ile Maurice, Mali et Sénégal sur les thèmes suivants : cartographie, démocratie, économie, éducation, population, sécurité et santé. Ces données, souvent éparses, ont été trouvées sur les sites des instituts statistiques nationaux ou sur des portails dédiés émanant de la société civile. Un wiki #HackFrancophonie librement consultable et éditabile a été créé pour les centraliser. »⁹³

« Au Bénin, il n'y a pas de données publiques accessibles en ligne. La seule source, c'est le site obsolète de l'Institut national de la statistique. Très peu d'informations sont disponibles », constate le journaliste **Maurice Thantan**⁹⁴. Pour lui, les données budgétaires, les allocations aux collectivités locales et les données sur les marchés publics sont les informations qu'il faudrait rendre publiques de manière prioritaire.

Au Burkina Faso, en revanche, il existe une communauté pionnière en matière d'*open data*, comme nous l'a expliqué **Malick Tapsoba**, qui travaille au département de la dématérialisation pour travailler notamment sur le e-conseil des ministres. Son engagement résume assez bien l'état d'esprit qui manque dans de nombreuses administrations où la culture de l'ouverture par défaut n'existe pas : « *En tant qu'agent de l'État, l'un de mes objectifs est de pouvoir faciliter et améliorer les services qui sont offerts aux citoyens par le gouvernement et qui utilisent l'internet.* »

Par-delà les initiatives gouvernementales (en partie soutenues par la Banque mondiale) qui ont conduit le Burkina à se doter d'un portail national⁹⁵, **Malick Tapsoba** mentionne aussi l'existence de nombreuses communautés en ligne génératrices de données d'intérêt public :

« Il y a OpenStreetMap⁹⁶, une initiative internationale qui se met en œuvre au niveau des pays et qui concerne le domaine de la cartographie. Il y a aussi Beoog neere qui s'intéressent aux données dans le domaine de l'Agriculture, Open education dans le domaine de l'éducation⁹⁷, Ouaga Lab avec son projet Carto-malaria sur la santé⁹⁸, Open Burkina avec ses projets sur l'énergie, les mines, l'open parlement. »

Certains de ces projets n'ont pas commencé, mais l'intérêt est là, désormais, entretenu par des communautés comme l'Open Knowledge Foundation⁹⁹.

Selon **Pierre Chrzanowski**, consultant *open data* et transparence pour la Banque mondiale, c'est au Burkina Faso, dans la liste des pays mentionnés dans cette étude, que l'on trouve l'initiative la plus avancée en matière de mise à disposition de données améliorant la transparence de la vie publique. Le Sénégal est ensuite peu présent (bien qu'une petite communauté existe) et une initiative gouvernementale au Ghana¹⁰⁰ existe également.

Force est pourtant de reconnaître que, pour l'heure, les données mises à disposition ne sont guère utilisées ni par les journalistes, ni par d'autres OSC que celles qui sont à l'origine des différents jeux de données.

9.3. CO-CRÉATION DES LOIS ET DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES

9.3.1. Programme de gouvernance concertée (PGC) au Bénin

Les cas de coproduction de textes réglementaires ou législatifs font encore figure de science-fiction. Toutefois, au Bénin, des acteurs citoyens comme la *No Limit Generation* (organisme communautaire pour une jeunesse engagée), en partenariat avec le répertoire des talents Irawo, le Collectif des Créatifs du Bénin (CCBENIN) et la société de développement informatique OlaSoft ont lancé une initiative dont les résultats seront à suivre avec attention.

93. Sur le blog de la mission Etalab

94. Maurice Thantan (entretien avec les auteurs)

95. <http://data.gov.bf/>

96. http://wiki.openstreetmap.org/wiki/FR:WikiProject_Burkina_Faso

97. <http://www.openeducationbf.com/>

98. <http://www.ouagalab.org/index.php/fr/component/k2/item/30-carto-malaria3>

99. <http://bf.okfn.org/>

100. <http://data.gov.gh/>

À l'occasion de la dernière élection présidentielle, le Programme de gouvernance concertée visait à recueillir (entre février et mars 2016) des propositions pour le futur exécutif béninois issu des urnes. Les propositions ont été compilées pour en identifier 500 et doivent être remises au nouveau gouvernement.

Faire de la politique sur l'internet n'est pas une idée nouvelle au Bénin où le Gouvernement virtuel du Bénin est un groupe Facebook créé en 2012 qui compte 8 854 membres. À l'initiative de ce groupe, on trouve plusieurs activistes béninois tels que **Dine Adechian**. L'objectif affiché de la communauté est de diriger la « République Virtuelle du Bénin¹⁰¹ ». Ce groupe dont les membres commentent l'actualité nationale est aussi un espace de diffusion d'opportunités d'emplois et de formations. Il s'agit d'un laboratoire d'initiatives citoyennes et politiques visant à contribuer au dialogue intergénérationnel et à préparer la jeunesse béninoise à la connaissance du fonctionnement des institutions républicaines. Le groupe organise aussi des journées sportives et de salubrité, tous les mois à Cotonou.

9.3.2. Quand l'exécutif se met enfin à l'écoute de l'opinion publique numérique

L'affaire #les200 en Côte d'Ivoire constitue un exemple intéressant de dialogue en ligne entre l'exécutif et un groupe de citoyens actifs sur les réseaux sociaux. Tout commence dans un contexte de hausse des tarifs annoncée pour l'électricité, pour l'obtention du permis de conduire et de hausse des prix sur les marchés alimentaires.

Au cours d'une conférence de presse, le ministre en charge du Numérique laisse entendre qu'il minimise l'ampleur de la grogne sociale en l'imputant à 100 ou 200 personnes qui interviennent sur les réseaux sociaux. Il n'en faut pas plus pour que le mouvement #les200 ne se développe sur Facebook et Twitter ridiculisant le ministre à coup de détournements de photos, de titres de films, etc.

Devant l'ampleur de la réponse à ses propos, le ministre du Numérique a finalement fait amende honorable sur Facebook¹⁰² :

*« Oui, j'ai effectivement parlé de "100 à 200 personnes qui commentent l'actualité ivoirienne". Peut-être aurais-je dû préciser "...qui commentent régulièrement l'actualité ivoirienne", parce que mon propos en l'espèce ne concernait évidemment que ceux qui, par leurs écrits et interventions façonnent l'opinion, les blogueurs, les cyber activistes, les chroniqueurs politiques sur le net, etc.
Je connais évidemment les chiffres d'internautes, de facebookers... en Côte d'Ivoire, là n'est pas la question, et je n'ai jamais imaginé que certains iraient jusqu'à me faire dire "qu'il n'y a que 200 mécontents en Côte d'Ivoire".»*

Quelques jours plus tard, à l'occasion de son allocution du 1^{er} mai, le chef de l'État ivoirien, Alassane Ouattara, a annoncé l'annulation d'un certain nombre de hausses de prix, dont celle de l'électricité. Une forme de succès pour ceux qui avaient déclenché de manière spontanée le mouvement #les200, comme le journaliste indépendant et blogueur **Daouda Coulibaly**¹⁰³.

« Comme personne n'ose vraiment organiser des manifestations, lesquelles sont vite assimilées à de l'insurrection, chacun a utilisé l'écran de son ordinateur ou de son téléphone pour dire ce qu'il avait sur le cœur, spontanément. Et lorsque le ministre et porte-parole du gouvernement, Bruno Koné, a réduit cette grogne à 200 mécontents qui font du bruit sur les réseaux sociaux, nous avons décidé d'en faire un hashtag, #les200, qui a très bien fonctionné ! L'objectif était de prouver que « les 200 », ce n'est pas nous, les internautes, mais tous les Ivoiriens mécontents, tous ceux qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts. »

Au Sénégal, la mobilisation née en ligne (avec une pétition qui a recueilli plus de 5 000 signatures dans un temps record¹⁰⁴) contre le projet de construction de l'ambassade de Turquie sur la corniche de Dakar s'est traduite par des manifestations dans la rue, conduisant finalement le chef de l'État à annoncer l'arrêt du projet¹⁰⁵.

101. <https://www.facebook.com/groups/gouvernement.virtuel.benin/?fref=ts>

102. Le post du ministre Bruno Nabagné Kone sur Facebook

103. Côte d'Ivoire : de l'électricité dans l'air (Jeune Afrique, 17 mai 2016)

104. NON au mur ! NON au bradage de la corniche dakaroise (Change.org)

105. À Dakar, le chantier de l'ambassade de Turquie suspendu (Le Monde, 07/05/2014)

10. LA QUÊTE DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Les exemples d'actions citoyennes qui sont parvenues à s'inscrire dans un modèle économique pérenne sont rarissimes. Le seul cas qui nous a été mentionné est celui du JT rappé au Sénégal. Ce journal vidéo en français et wolof développe depuis quatre ans un ton ironique et décalé pour commenter l'actualité du pays en s'adressant aux jeunes et repose sur un bailleur (OSIWA) ainsi que sur la commercialisation de *brand content* (contenu développé pour des marques en vue de leur diffusion sur les réseaux sociaux), comme l'explique *Le Monde*¹⁰⁶ :

« Comme ce journal rappé est diffusé gratuitement et qu'il a un coût, il a fallu avoir recours à des ONG : "Open Society Initiative for West Africa nous a alloué une subvention de cent mille dollars pour notre matériel et nos déplacements." Le fait que cette ONG, qui soutient le mouvement "Y en a marre", émane du milliardaire américain George Soros est sujet à controverses. "C'est facile de critiquer en disant que l'argent vient d'ici ou de là alors qu'il n'y a pas d'alternative !", martèle Keyti. Au Sénégal, des initiatives artistiques n'ont pas survécu faute de mécènes. A aucun moment on n'a voulu nous faire aller dans certaines directions. Au contraire, l'on nous a dit dès le départ : "Vous avez votre liberté artistique !"»

Aux yeux de certains acteurs, il existe d'ailleurs une contradiction fondamentale entre la notion d'action citoyenne et celle de modèle économique. C'est le cas d'**Alexandre Gubert Lette**¹⁰⁷ au Sénégal :

« On nous demande de proposer un projet qui peut aider à développer une initiative citoyenne et à côté on nous impose un business model. Je pense que ce n'est pas compatible. On ne peut pas créer un business model pour un projet et s'attendre à ce que ce projet ait un réel impact social ou un impact citoyen. Pour moi, ce sont deux choses distinctes qu'il faudrait différencier. Lorsqu'on veut lancer une campagne citoyenne, il nous faut des fonds pour lancer cette campagne sans pour autant rien attendre d'autre en retour que la chose la plus indispensable qu'est la prise de conscience des gens. »

10.1. LES COMMUNITY MANAGERS

Le savoir-faire développé par les activistes qui parviennent à mobiliser d'importantes communautés en ligne suscite parfois l'intérêt de marques ou d'entreprises commerciales qui souhaitent s'appuyer sur la notoriété et l'audience de ses acteurs influents. Les entreprises sollicitent également conseil voire assistance dans le développement et la gestion des communautés réunies autour de leur marque ou de leurs produits. Les revenus ainsi récoltés permettent à certains des acteurs citoyens que nous avons rencontrés de poursuivre leurs activités bénévoles.

Pour les mêmes raisons d'audience et de savoir-faire, les sollicitations peuvent émaner d'acteurs politiques qui souhaitent mobiliser à leur service des experts des réseaux sociaux et qui se tournent vers les acteurs citoyens qui ont fait leurs preuves dans ce domaine. Rares sont ceux qui acceptent de s'engager ainsi derrière un leader politique parmi les personnes que nous avons rencontrées. Pour l'heure, une sorte de cordon sanitaire semble exister entre l'engagement citoyen et le militantisme politique.

10.2. MONÉTISER SON AUDIENCE SUR FACEBOOK

Facebook étant la plateforme numérique la plus fréquentée, c'est vers elle que se tournent tous les regards lorsqu'il est question d'audience et de monétisation de cette audience. Il n'est cependant pas possible de réaliser du commerce directement sur plateforme pour des raisons techniques. En conséquence, des solutions alternatives s'élaborent¹⁰⁸ :

« Des groupes publics comme le Black Market, le Djassa virtuel et bien d'autres avaient déjà redéfini le modèle de site de petites annonces. En effet, en lieu et place de site web, des jeunes Ivoiriens ont créé des groupes Facebook publics qui donnent la possibilité à chaque internaute de pouvoir faire des annonces. Ces petites annonces peuvent être des articles divers mis en vente ou des propositions de services. Pour passer votre commande, vous contactez directement l'annonceur. Le paiement qui se fait seulement en cash au tout début, peut maintenant se faire aussi par Mobile Money, à la livraison de ladite commande. »

106. Sénégal : dans les coulisses du JT rappé (*Le Monde*, 05/06/2015)

107. Alexandre Gubert Lette (entretien avec les auteurs)

108. Avec Facebook, les jeunes sont en train de redéfinir le commerce en Côte d'Ivoire (*TIC edu forum*)

La monétisation de l'audience d'une communauté sur Facebook peut passer par la diffusion de publicités ou de concours liés à des marques. Par exemple, la communauté des Nappys de Babi (il est question de cheveux et de coiffure) lance un concours avec une marque de cosmétiques¹⁰⁹ auprès de sa communauté de 16 000 fans. Ce type de dispositif est également exploité par d'autres communautés sur Facebook.

10.3. LA DIFFICILE QUESTION DU FINANCEMENT DES MÉDIAS EN LIGNE

Ni en Afrique, ni ailleurs, les médias n'ont trouvé de véritable martingale pour générer des revenus suffisants en ligne. Les difficultés rencontrées sur d'autres continents se doublent ici d'une faible bancarisation de l'audience et d'une encore plus faible possession de moyens de paiement électroniques. En attendant que le développement du micro-paiement mobile permette d'envisager de nouveaux modèles, les réussites sont rares et le site Alerte-info¹¹⁰ fait figure d'exception en Côte d'Ivoire. Crée au plus fort de la crise ivoirienne, le service d'infos par SMS est désormais présent au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali et au Sénégal et emploie à temps plein une vingtaine de salariés, dont une quinzaine de journalistes.

Pour d'autres médias, les sources de revenus se trouvent dans une diversification des activités en direction de la communication, voire de la formation. Mais pour l'ensemble des acteurs médiatiques qui ont émergé sur le terrain numérique, l'équation économique s'apparente à la quadrature du cercle.

10.4. LE POIDS DES BAILLEURS DANS LE FINANCEMENT DES ACTIONS CITOYENNES

Si l'activisme en ligne ne réclame pas de mise de départ très élevée, le développement de ses actions et sa pérennisation réclament souvent des financements plus conséquents. La création d'une page ou d'un groupe sur Facebook sont à la portée de tous les internautes (ce qui suppose quand même l'accès à un ordinateur ou smartphone et à une connexion internet). En revanche, mettre en place un site web peut nécessiter un peu d'argent. Réaliser ensuite des actions de terrain va exiger des sommes plus conséquentes.

Les bailleurs internationaux proposent alors des sources de financement. Et leur engouement pour certaines thématiques génère parfois des effets d'aubaine. Ainsi s'explique parfois la démultiplication des associations de blogueurs ou autres qui ont identifié les bailleurs comme autant de guichets auxquels venir soumettre des projets plus ou moins crédibles.

10.5. FINANCEMENT PARTICIPATIF ?

Les actions qui reposent sur du financement participatif sont relativement rares et, quand elles existent, ne reposent pas sur des sites de *crowdfunding*, mais plutôt sur la collecte manuelle des fonds.

Au Sénégal (#Sunucause) et en Côte d'Ivoire (#CIVsocial), des appels au financement participatif ont été lancés. Dans chaque pays, les initiateurs ont « bricolé » des solutions à base de collecte manuelle, de transfert de fonds (Western Union, etc.) et de paiement en ligne (via Paypal et le compte d'un bénévole basé en Europe et qui pouvait donc ouvrir un compte Paypal).

Pas d'opération de financement participatif au sens où on l'entend sur des plateformes comme Ulule, KisKissBankBank ou Kickstarter. Techniquement, ces opérations de crowdfunding reposant sur une collecte en ligne sont très difficiles à organiser dans les pays d'Afrique francophone en raison du manque d'accès à des cartes bancaires, explique **Mathieu Maire du Poset**¹¹¹, directeur général adjoint de la plateforme Ulule. D'ailleurs, l'un de nos interlocuteurs qui souhaite garder l'anonymat nous assure que même les sites de e-commerce les plus développés en Afrique de l'Ouest n'ont pas un taux de paiement en ligne qui dépasse 0,2 % : « *leurs clients paient en cash au moment de la livraison* ».

Cette difficulté à faire appel au financement participatif constitue un frein au développement de certaines actions citoyennes quand elles demandent des investissements en matériel ou des déplacements à l'intérieur du pays.

109. Nappys de Babi, concours Dove sur Facebook (20/06/2016)

110. <http://alerte-info.net/agence.php>

111. Mathieu Maire du Poset (entretien avec les auteurs)

Dans le contexte bancaire, numérique et réglementaire du continent, les sites de crowdfunding tels que nous les connaissons en Europe ont peu de chance de se développer en Afrique subsaharienne. Les spécialistes des technologies financières espèrent que le développement du paiement mobile (et l'interopérabilité des systèmes développés par les différents opérateurs) permettra de proposer des solutions plus adaptées à un horizon de cinq ans environ.

Dans l'intervalle, le financement participatif peut être un appui pertinent pour certains projets qui ont une capacité à atteindre la diaspora installée en Europe et en Amérique du Nord. Dans cette logique, Adrien Aumont¹¹², cofondateur de KissKissBankBank, explique la démarche à suivre :

« *C'est un processus en deux temps :*

- 1. le porteur de projet doit mobiliser une communauté localement dans son pays (et éventuellement collecter des fonds manuellement auprès de ce premier cercle) ;*
- 2. ce premier cercle fait appel à la diaspora, chacun essayant de mobiliser ses parents et amis qui se trouvent à l'étranger ».*

112. Adrien Aumont (entretien avec les auteurs)

11. CONCLUSION

En Afrique, comme ailleurs, l'appropriation à grande vitesse de l'internet et des réseaux sociaux par les individus puis — plus lentement — par les organisations (médias, entreprises, institutions publiques, ONG, OSC, etc.) reconfigure rapidement et fortement l'espace public.

Devenus producteurs, commentateurs et diffuseurs de contenus, les citoyens disposent de capacités inédites pour s'exprimer, se faire entendre et aussi pour s'organiser à moindre coût.

Sur le terrain, dans les sept pays de l'étude, cette situation génère des opportunités et des espoirs sans précédent, mais n'est pas sans risques. L'accès de tous à l'expression publique et au partage de la connaissance cohabitent avec la désinformation et la crainte d'une surveillance généralisée.

L'approfondissement des pratiques démocratiques dans les pays étudiés passe non seulement par le renforcement des capacités des médias et des journalistes, pour qu'ils puissent s'emparer pleinement des outils numériques, mais aussi par la montée en puissance d'un grand nombre de nouveaux acteurs citoyens qui ont déjà montré, notamment lors de rendez-vous électoraux, le rôle positif qu'ils pouvaient jouer.

Les enjeux liés à la qualité et à la diversité de l'information disponible dans ces pays, à la transparence de l'action publique et à la redevabilité des institutions, sont intimement liés à l'existence d'un écosystème structuré qui englobe des journalistes, des blogueurs, des développeurs informatiques, des représentants d'administrations publiques, des spécialistes des données ou de la cartographie, des membres d'OSC ou d'ONG, etc.

Accompagner ces acteurs citoyens d'Afrique dans le développement d'un espace public ouvert, pluriel, participatif et bien informé constitue aujourd'hui un défi à plusieurs dimensions :

- Contribuer à l'amélioration de l'accès à l'information (et donc, à l'accès à l'internet) ;
- Sensibiliser aux enjeux de la société numérique et de la participation citoyenne ;
- Soutenir les acteurs de l'information et de la donnée au service du débat public ;
- Structurer des réseaux nationaux/internationaux et d'éco-systèmes locaux d'acteurs citoyens ;
- Développer une culture de la donnée publique ouverte et des usages que l'on peut en faire.

Nous sommes dans un moment historique où l'Histoire hésite encore : les outils numériques permettent autant l'ouverture et l'échange que la surveillance et la censure. De quel côté penchera la balance ? Les activistes citoyens sont aujourd'hui aux avant-postes de la bataille pour faire de l'internet et des réseaux sociaux des leviers d'approfondissement de la construction démocratique et d'un développement inclusif dans les pays d'Afrique subsaharienne.

ANNEXES

BÉNIN

 10 741 458 Population totale (2016)	 85ème rang /167 Indice de démocratie (2015)*
 1 232 940 Nombre d'internautes (juin 2016)	 7,4% Part de la population sur Facebook (juin 2016)
 11,5% Taux de pénétration de l'internet	 99,65% Part de la population équipée d'un mobile (2014)

* Voir la définition de cet indice dans l'abécédaire.

Part de la population équipée d'un téléphone mobile au Bénin (et évolution sur les dernières années)

Source : Banque Mondiale



Les 3 principales pages Facebook du pays sont :

- Angelique Kidjo : 560580 likes (Chanteuse béninoise)
- Djimon Hounsou : 408170 likes (Acteur franco-béninois)
- Fernand Marcel Amoussou : 163 218 likes (Homme politique béninois)

Source : Social Bakers

Les 3 principaux comptes Twitter du pays sont :

- Djimon Hounsou : 75 703 (Acteur franco-béninois)
- Angelique Kidjo : 27 213 (Chanteuse béninoise)
- Ceschod : 17 820 (Community manager/Web activiste)

Source : Social Bakers

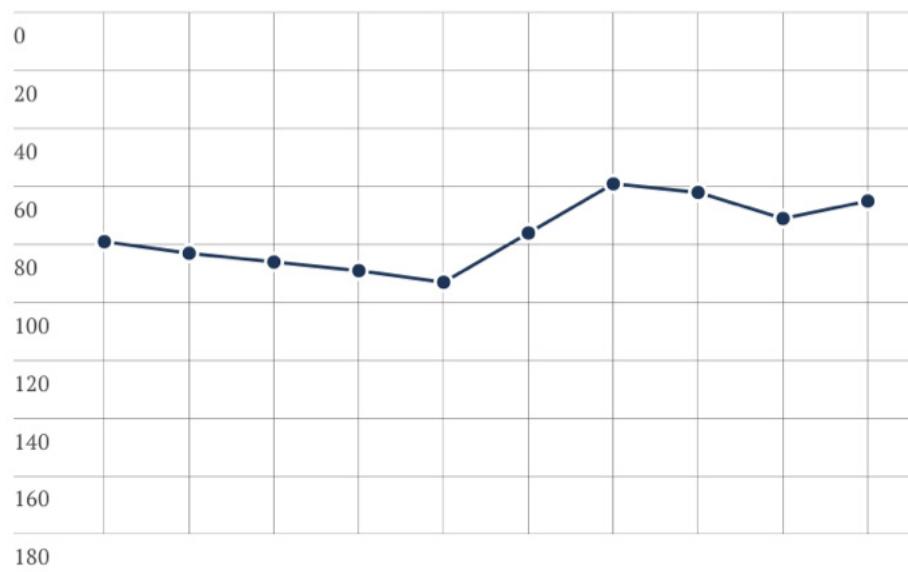
**Part de la population connectée à internet au Bénin
(et évolution sur les dernières années)**

Source : Internet Live Stats



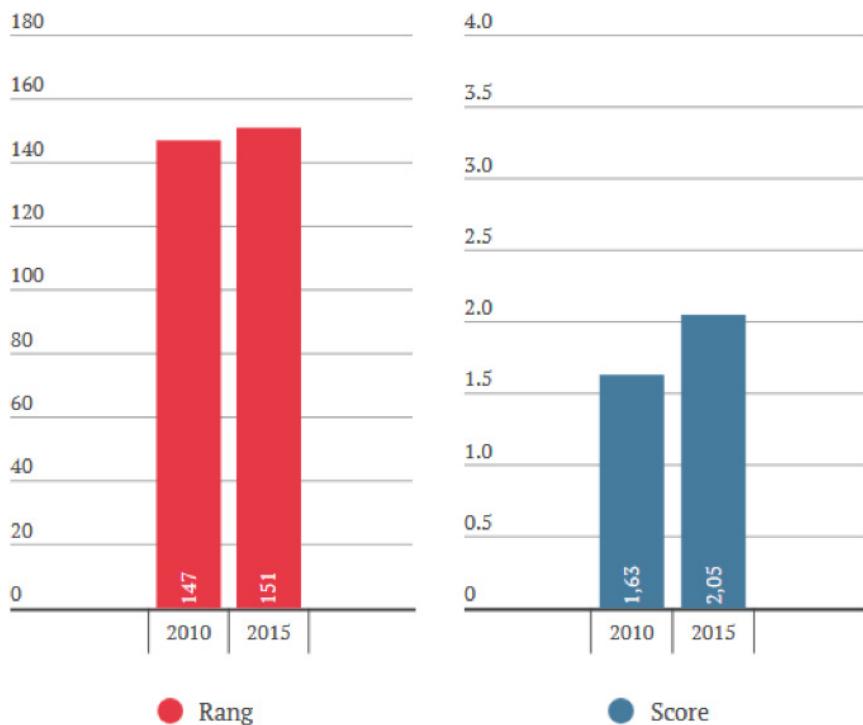
**Situation de la liberté de la presse
selon le classement annuel de Reporters sans frontières par rang**

Source : Reporters sans frontières



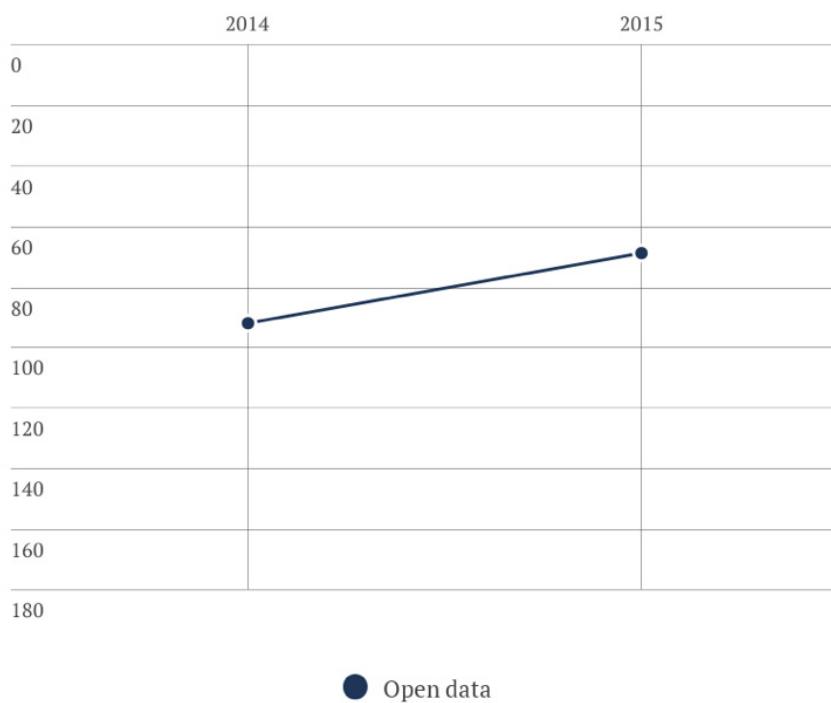
Indice de développement des TIC (IDI)

Source : ITU



Open data

Source : Global open data index



BURKINA FASO

19 512 533 Population totale (2016)	102ème rang /167 Indice de démocratie (2015)*
1 894 498 Nombre d'internautes (juin 2016)	3% Part de la population sur Facebook (juin 2016)
9,7% Taux de pénétration de l'internet	71,74% Part de la population équipée d'un mobile (2014)

* Voir la définition de cet indice dans l'abécédaire.

Part de la population équipée d'un téléphone mobile au Burkina Faso (et évolution sur les dernières années)

Source : Banque Mondiale



● En % de la population totale du pays

Les 3 principales pages Facebook du pays sont :

- Formationenligne.bf : 374 075 likes
- Airtel Burkina Faso : 200 011 likes (opérateur télécommunication Burkinabé)
- U.S. Embassy Ouaga : 80 784 likes (Ambassade)

Source : Social Bakers

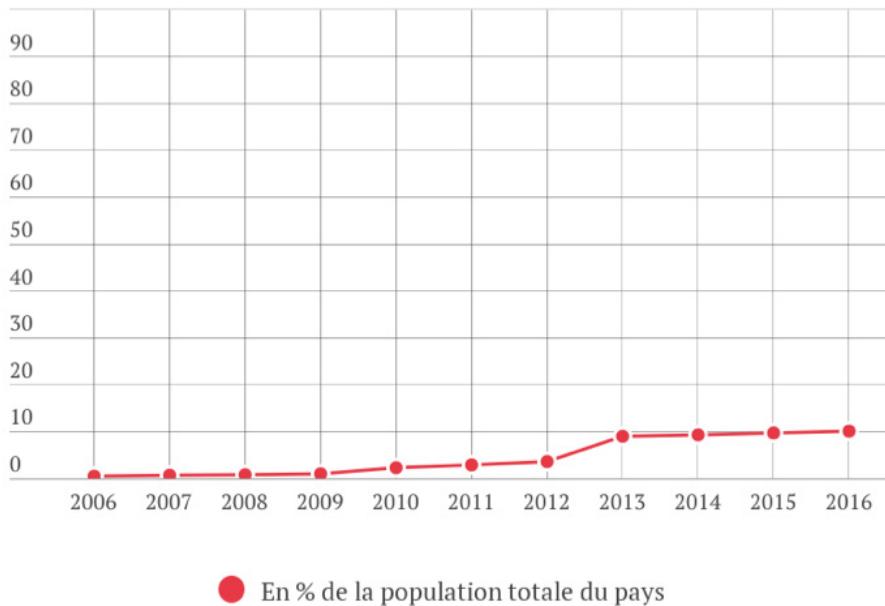
Les 3 principaux comptes Twitter du pays sont :

- Salman : 160 749 followers (Compte personnel)
- Blaise Compaore : 14 249 followers (Homme politique)
- Airtel Burkina faso : 9 605 followers (Opérateur télécommunication Burkinabé)

Source : Social Bakers

**Part de la population connectée à internet au Burkina Faso
(et évolution sur les dernières années)**

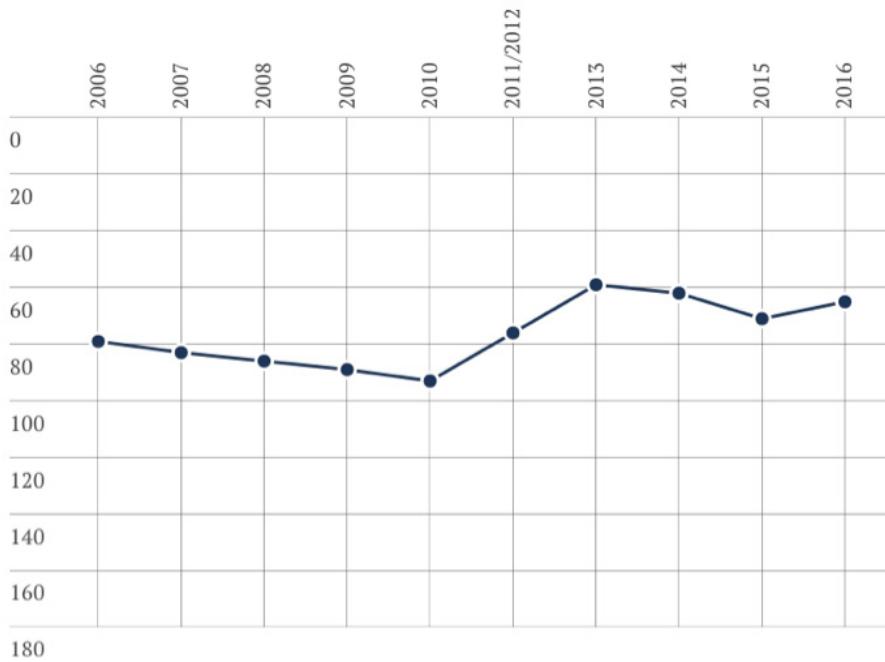
Source : Internet Live Stats



● En % de la population totale du pays

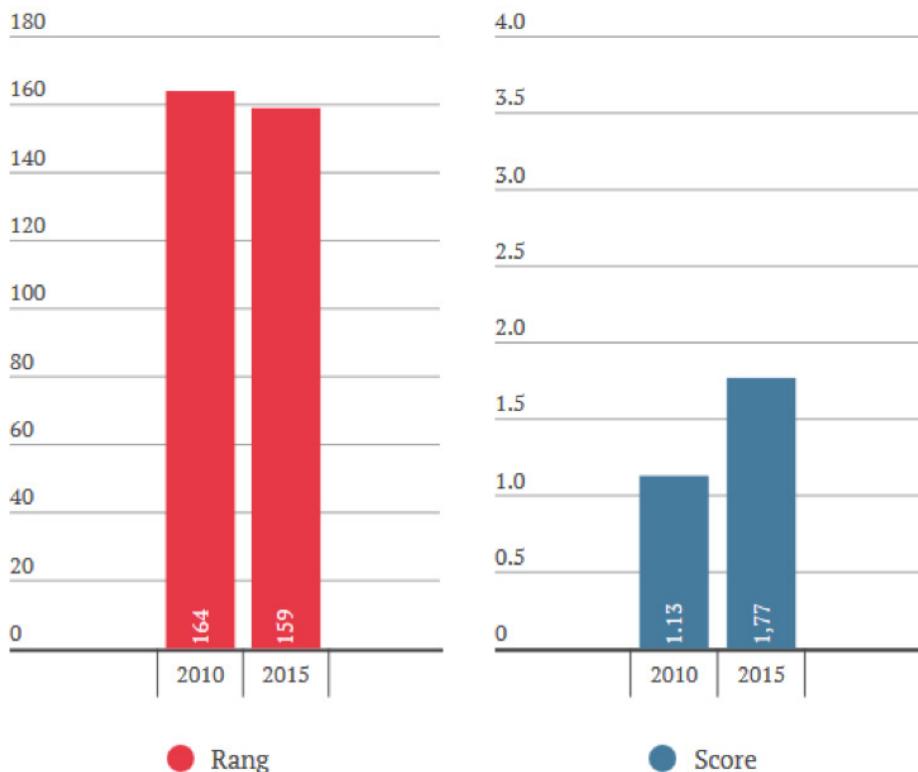
**Situation de la liberté de la presse
selon le classement annuel de Reporters sans frontières par rang**

Source : Reporters sans frontières



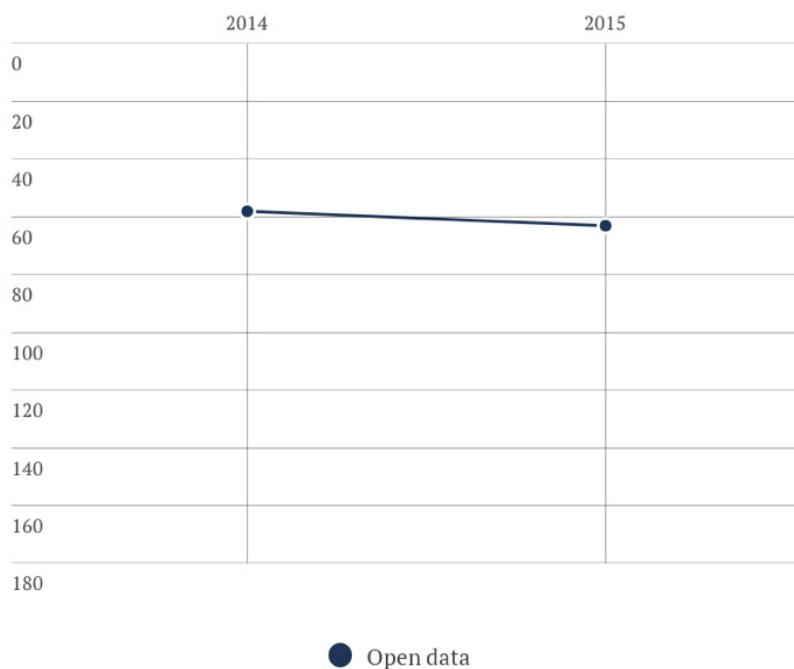
Indice de développement des TIC (IDI)

Source : ITU



Open data

Source : Global open data index



CÔTE D'IVOIRE



23 740 424

Population totale (2016)



5 230 000

Nombre d'internautes (juin 2016)



22%

Taux de pénétration de l'internet



127^{ème} rang /167

Indice de démocratie (2015)*



10,1%

Part de la population sur Facebook
(juin 2016)



106,26%

Part de la population équipée d'un mobile
(2014)

* Voir la définition de cet indice dans l'abécédaire.

Part de la population équipée d'un téléphone mobile en Côte d'Ivoire (et évolution sur les dernières années)

Source : Banque Mondiale



● En % de la population totale du pays

Les 3 principales pages Facebook du pays sont :

- Didier Drogba : 9 029 462 likes (Joueur de foot)
- Alpha Bondy : 1 873 331 likes (Joueur de foot)
- Spotboxlive.com : 1 471 579 likes (Site de musique)

Source : Social Bakers

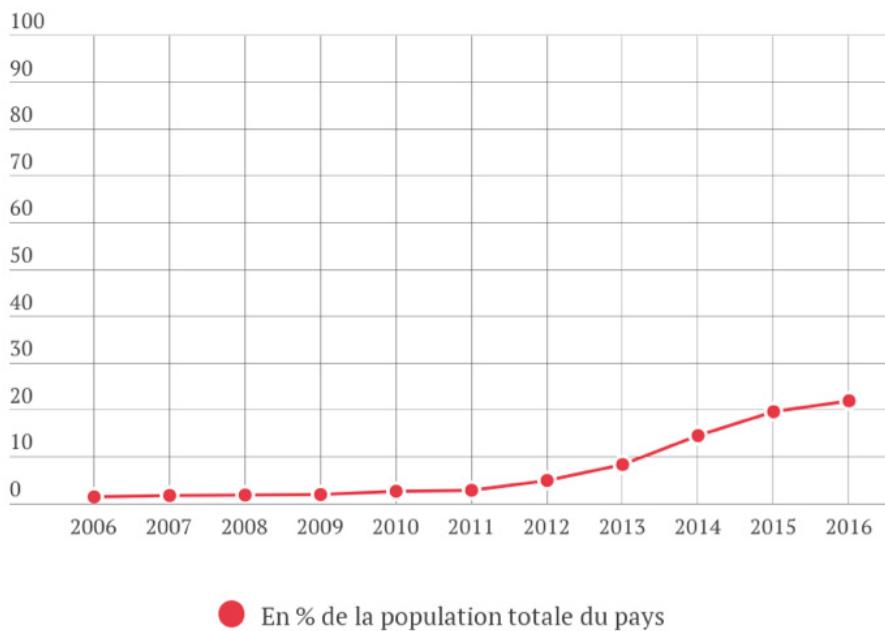
Les 3 principaux comptes Twitter du pays sont :

- Didier Drogba : 1 103 905 followers (Joueur de foot)
- Gervinho : 355 414 followers (Joueur de foot)
- Salomon Kalou : 263 467 followers (Joueur de foot)

Source : Social Bakers

**Part de la population connectée à internet en Côte d'Ivoire
(et évolution sur les dernières années)**

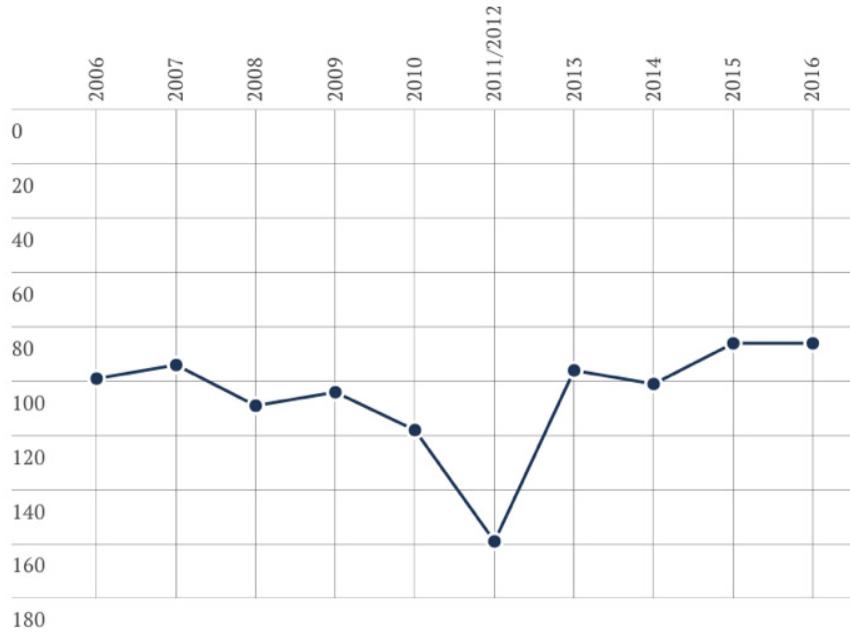
Source : Internet Live Stats



● En % de la population totale du pays

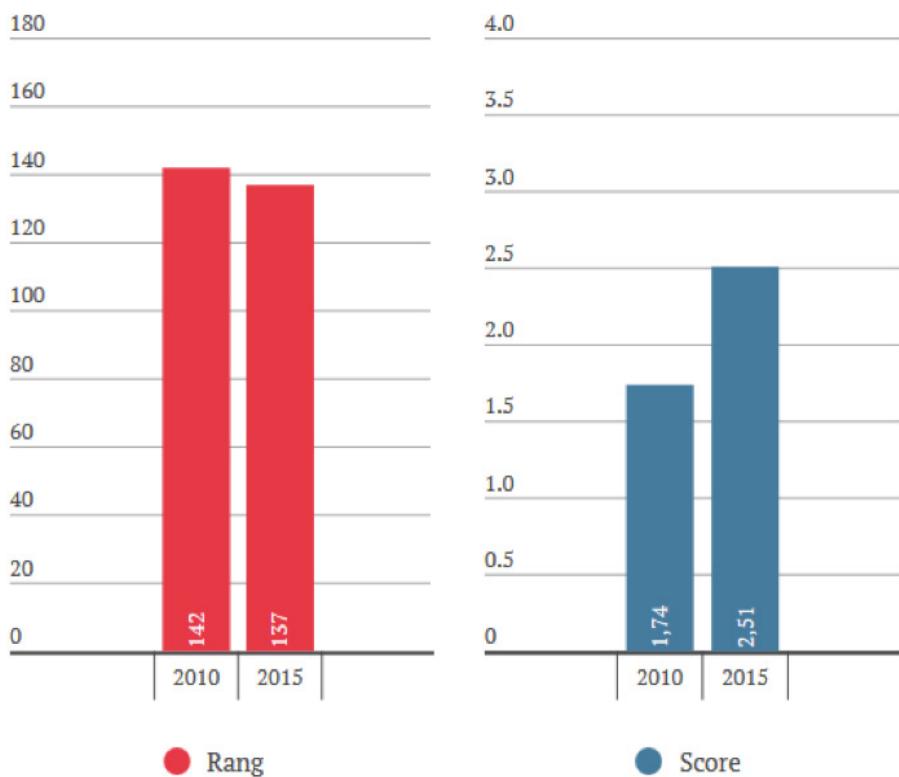
**Situation de la liberté de la presse
selon le classement annuel de Reporters sans frontières par rang**

Source : Reporters sans frontières



Indice de développement des TIC (IDI)

Source : ITU

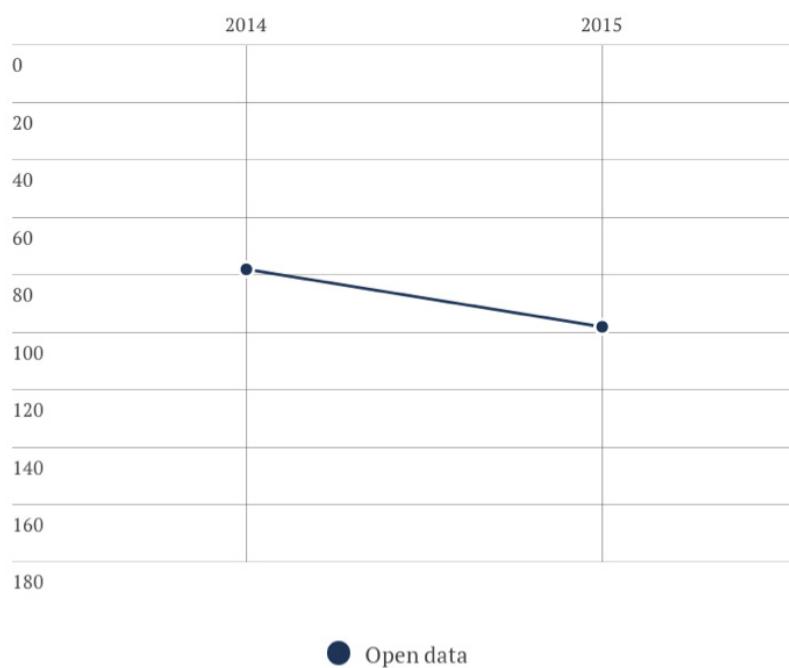


● Rang

● Score

Open data

Source : Global open data index



● Open data

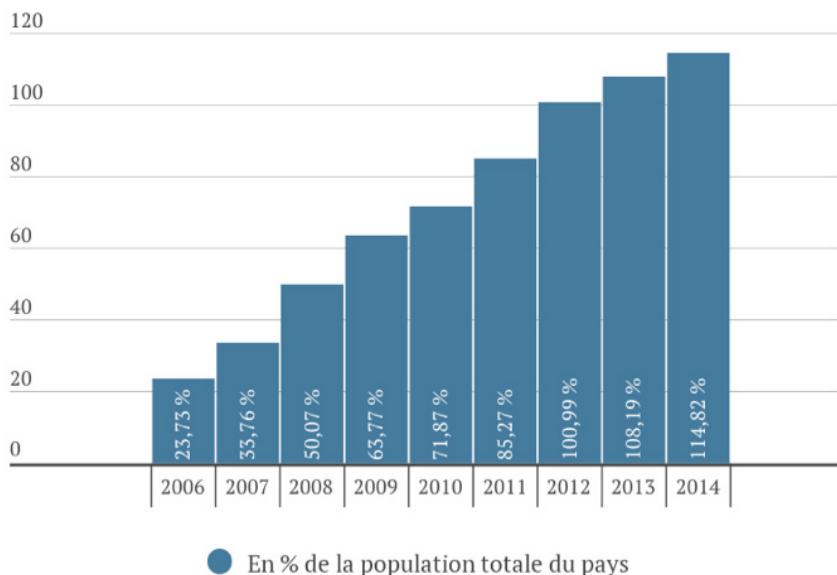
GHANA

 26 908 262 Population totale (2016)	 52^{ème} rang /167 Indice de démocratie (2015)*
 7 958 675 Nombre d'internautes (juin 2016)	 13% Part de la population sur Facebook (juin 2016)
 29,6% Taux de pénétration de l'internet	 114,82% Part de la population équipée d'un mobile (2014)

* Voir la définition de cet indice dans l'abécédaire.

Part de la population équipée d'un téléphone mobile au Ghana (et évolution sur les dernières années)

Source : Banque Mondiale



● En % de la population totale du pays

Les 3 principales pages Facebook du pays sont :

- John Dumelo : 3 984 668 likes (Acteur)
- Kofi Kingston : 3 506 258 likes (Chanteur)
- Kevin Prince Boateng : 3 265 470 likes (Joueur de foot)

Source : Social Bakers

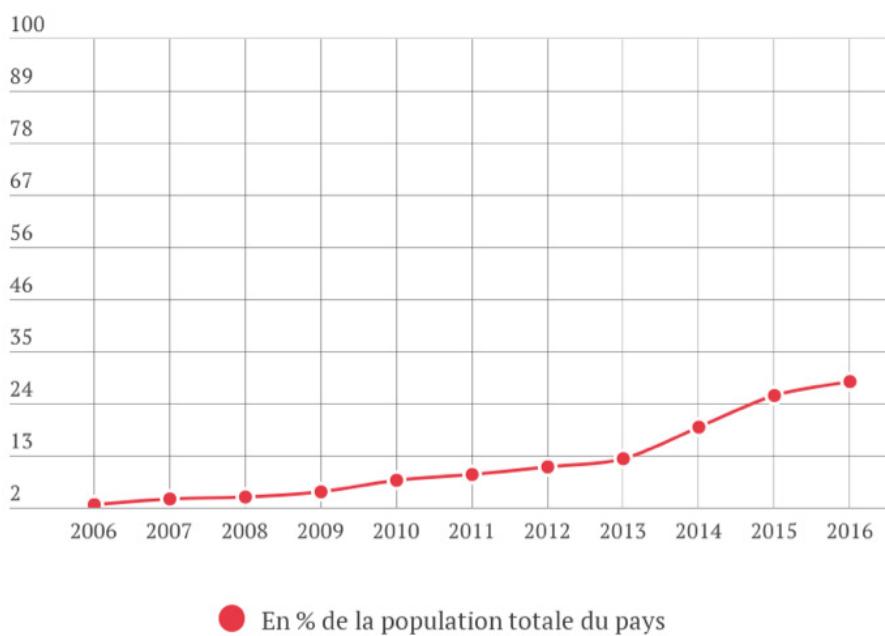
Les 3 principaux comptes Twitter du pays sont :

- Kofi Kingston : 1 762 419 followers (Chanteur)
- KingSark : 848 974 followers (Chanteur)
- Yvonne Nelson : 636 678 followers (Actrice)

Source : Social Bakers

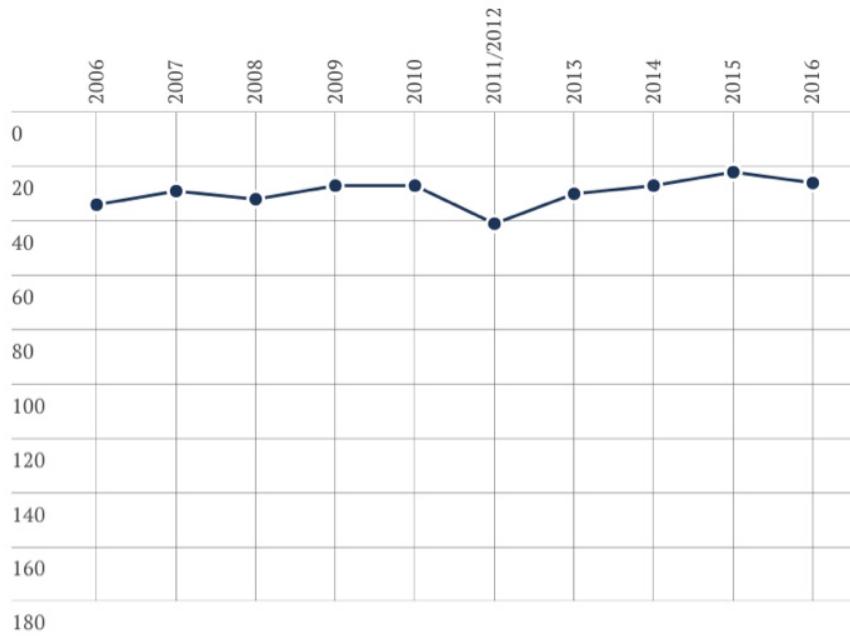
**Part de la population connectée à internet au Ghana
(et évolution sur les dernières années)**

Source : Internet Live Stats



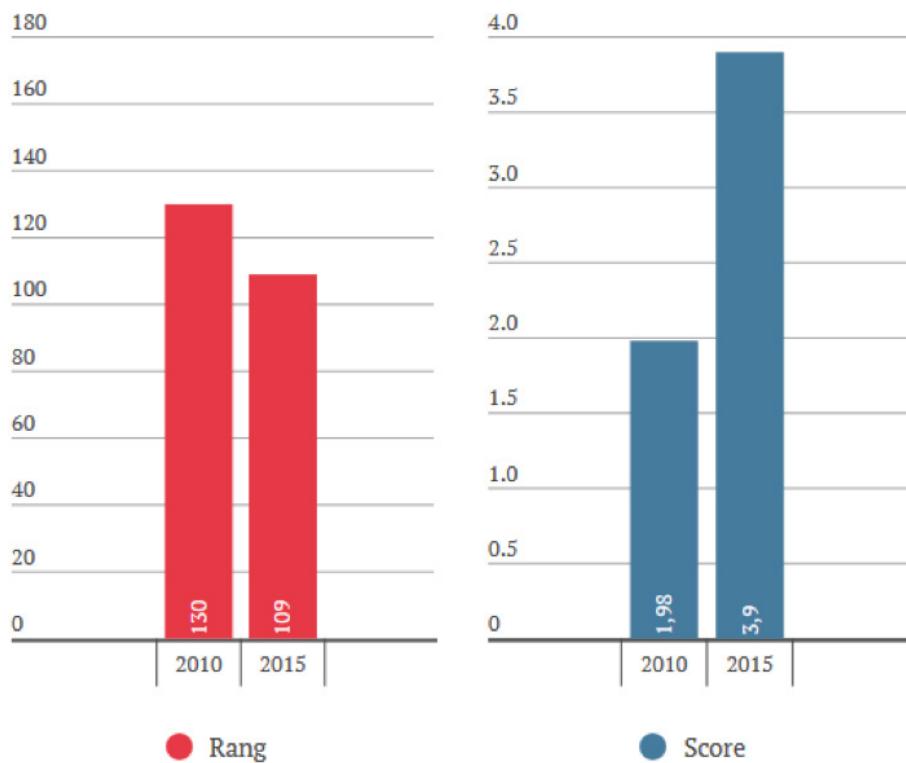
**Situation de la liberté de la presse
selon le classement annuel de Reporters sans frontières par rang**

Source : Reporters sans frontières



Indice de développement des TIC (IDI)

Source : ITU



MADAGASCAR

 24 430 325 Population totale (2016)	 99^{ème} rang /167 Indice de démocratie (2015)*
 1 300 000 Nombre d'internautes (juin 2016)	 5,3% Part de la population sur Facebook (juin 2016)
 5,3% Taux de pénétration de l'internet	 41,21% Part de la population équipée d'un mobile (2014)

* Voir la définition de cet indice dans l'abécédaire.

Part de la population équipée d'un téléphone mobile à Madagascar (et évolution sur les dernières années)

Source : Banque Mondiale



● En % de la population totale du pays

Les 3 principaux comptes Twitter du pays sont :

- **Animais** : 657 718 followers
(Compte sur les animaux)
- **USEmbassy-Madagascar** : 49 882 followers (Ambassade)
- **Airtel Madagascar** : 37 437 followers
(Opérateur de télécommunication)

Source : Social Bakers

Les 3 principales pages Facebook du pays sont :

- **Amjilt.com** : 257 196 likes
(site d'actualité malgache)
- **Telma Madagascar** : 222 516 likes
(1er opérateur à Madagascar)
- **Orange** : 209 985 likes

Source : Social Bakers

**Part de la population connectée à internet à Madagascar
(et évolution sur les dernières années)**

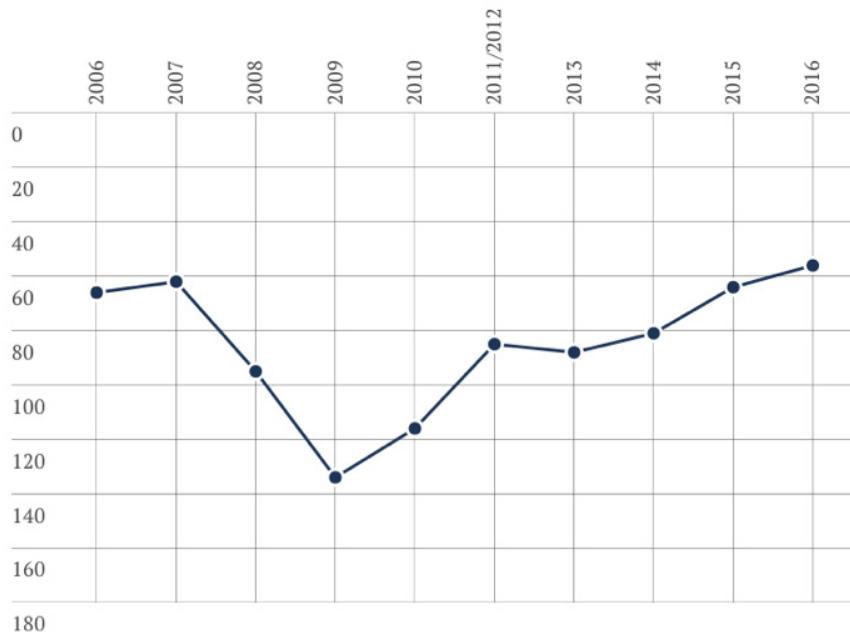
Source : Internet Live Stats



● En % de la population totale du pays

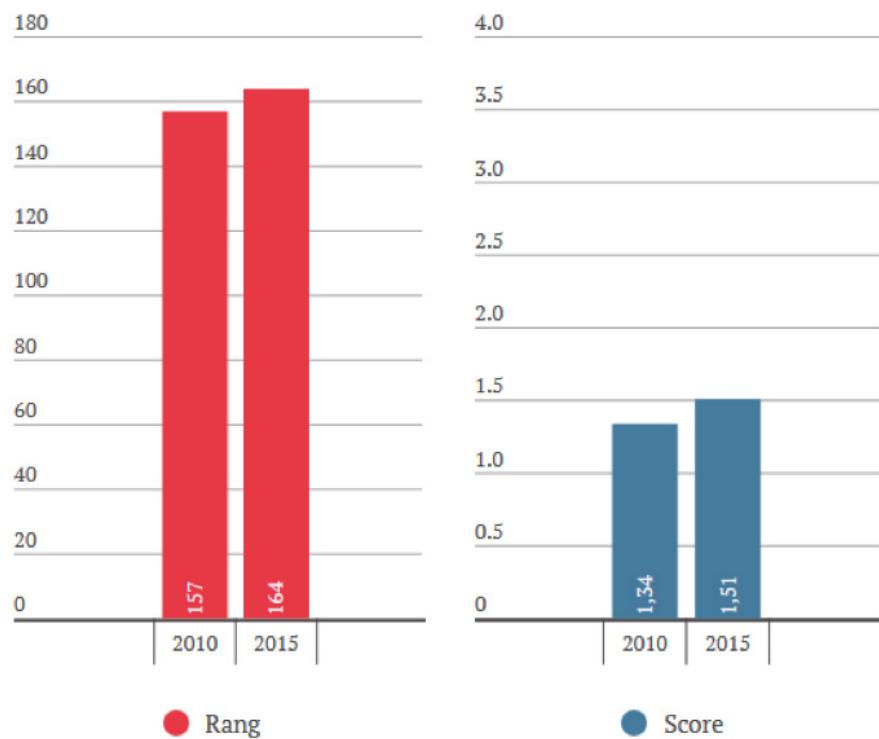
**Situation de la liberté de la presse
selon le classement annuel de Reporters sans frontières par rang**

Source : Reporters sans frontières



Indice de développement des TIC (IDI)

Source : ITU



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

81 331 050 Population totale (2016)	148^{ème} rang /167 Indice de démocratie (2015)*
3 101 210 Nombre d'internautes (juin 2016)	2,6% Part de la population sur Facebook (juin 2016)
3,8% Taux de pénétration de l'internet	53,49% Part de la population équipée d'un mobile (2014)

* Voir la définition de cet indice dans l'abécédaire.

Part de la population équipée d'un téléphone mobile en République Démocratique du Congo (et évolution sur les dernières années)

Source : Banque Mondiale



● En % de la population totale du pays

Les 3 principales pages Facebook du pays sont :

- Serge Ibaka : 1 613 620 likes (Joueur de NBA)
- “ - The 38 years ago : 1 530 131 likes (groupe de musique)
- Tigo RDC : 1 322 633 likes (opérateur de télécommunication)

Source : Social Bakers

Les 3 principaux comptes Twitter du pays sont :

- MONUSCO : 109 841 followers (ONG)
- “ - Moise Katumbi : 109 841 followers (Homme politique)
- fally ipupa : 98 228 followers (Chanteur)

Source : Social Bakers

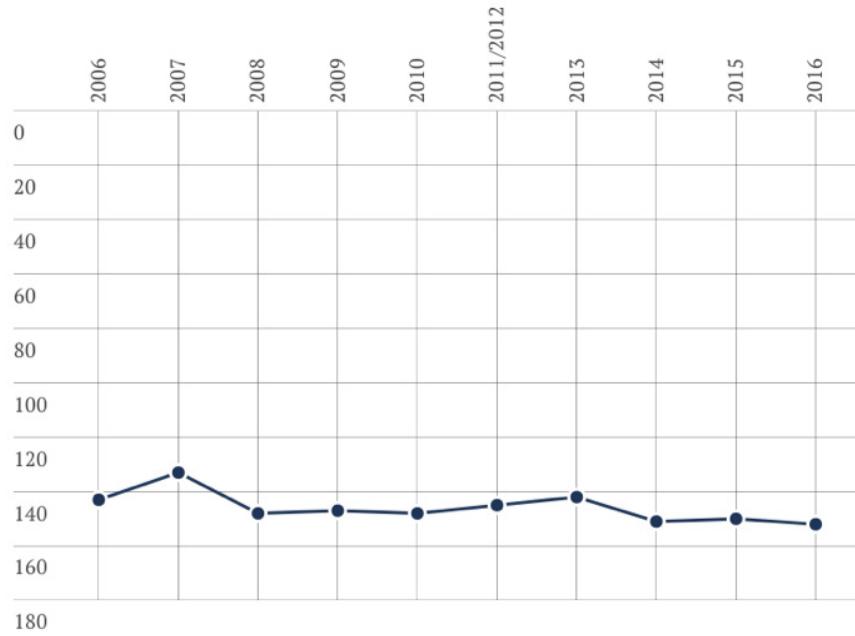
**Part de la population connectée à internet en République démocratique du Congo
(et évolution sur les dernières années)**

Source : Internet Live Stats



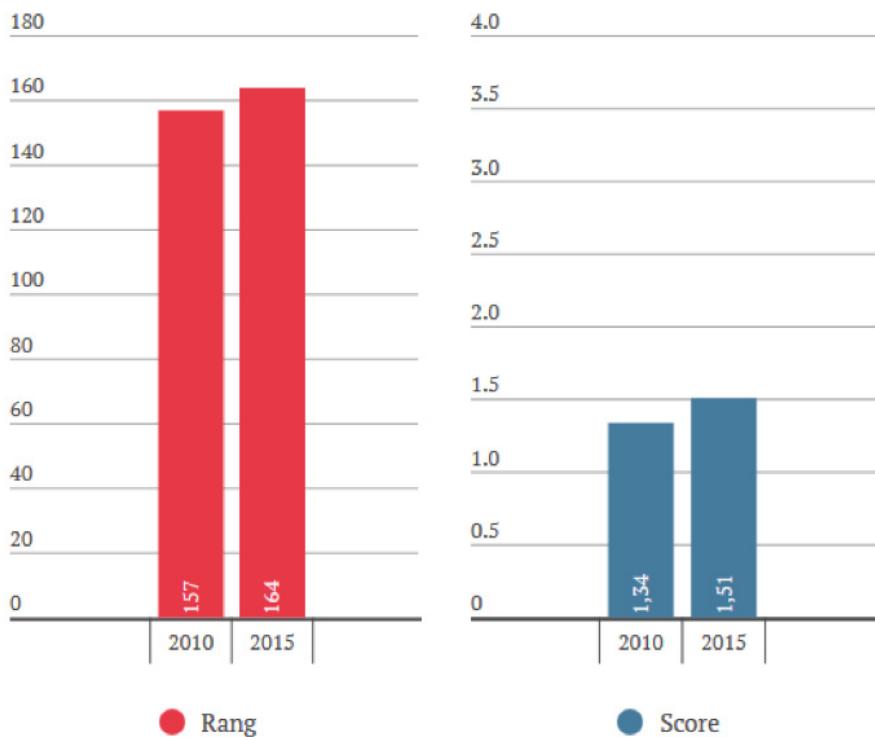
**Situation de la liberté de la presse
selon le classement annuel de Reporters sans frontières par rang**

Source : Reporters sans frontières

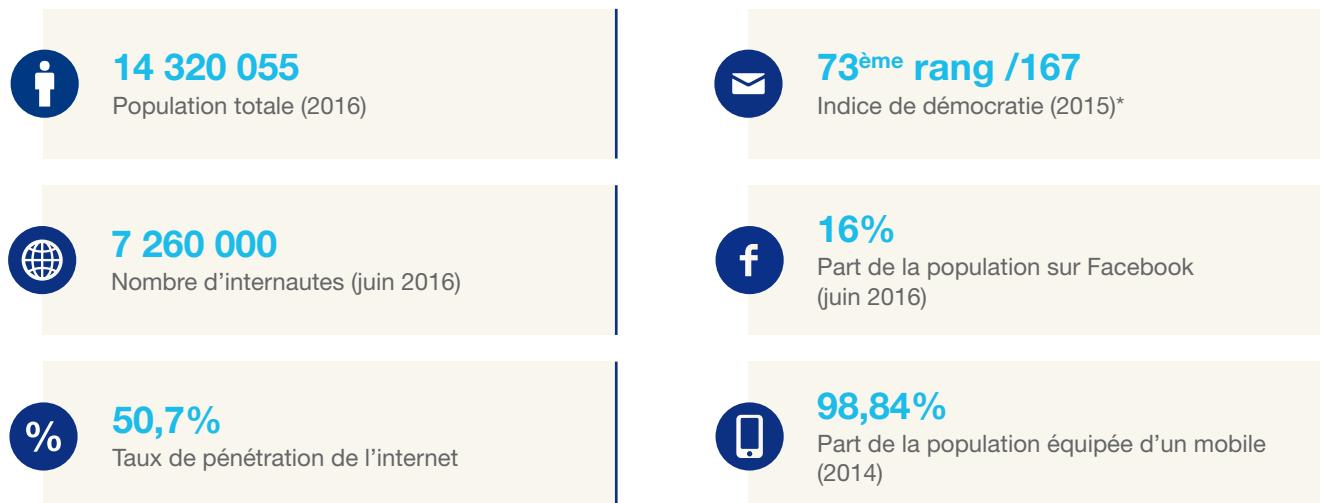


Indice de développement des TIC (IDI)

Source : ITU



SÉNÉGAL



* Voir la définition de cet indice dans l'abécédaire.

Part de la population équipée d'un téléphone mobile au Sénégal (et évolution sur les dernières années)

Source : Banque Mondiale



● En % de la population totale du pays

Les 3 principales pages Facebook du pays sont :

- SeneJet : 2 331 235 likes
(Site d'actualité francophone)
- ” - Amy Sarr Fall : 1 019 502 likes
(CEO du magazine politique "intelligence")
- Seneweb.com : 856 329 likes
(Site d'actualité sénégalais)

Source : Social Bakers

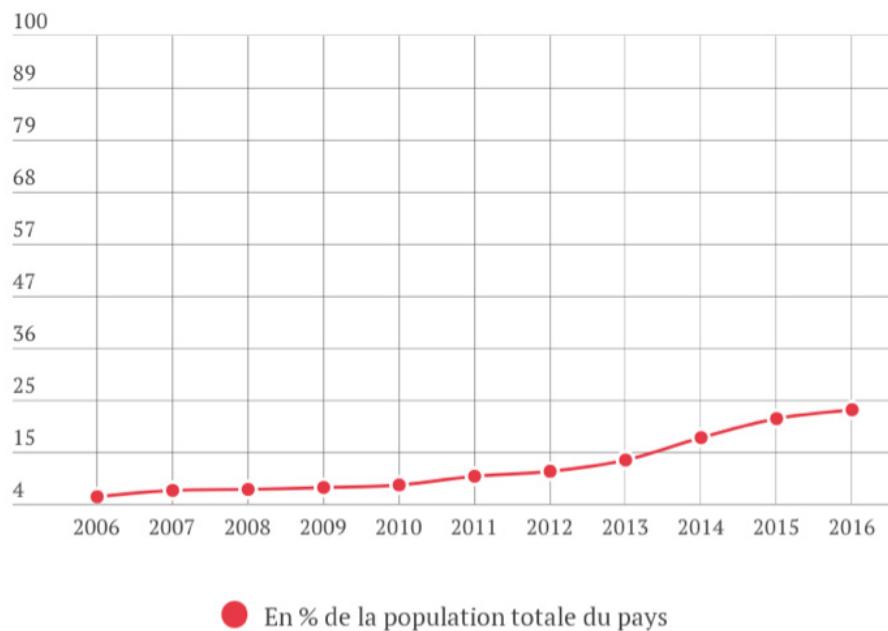
Les 3 principaux comptes Twitter du pays sont :

- Macky SALL : 152 810 followers
(Homme politique)
- ” - Seneweb.com : 113 819 followers
(Site d'actualité sénégalais)
- Odak Noktası : 87 946 followers
(Compte sur la politique turque)

Source : Social Bakers

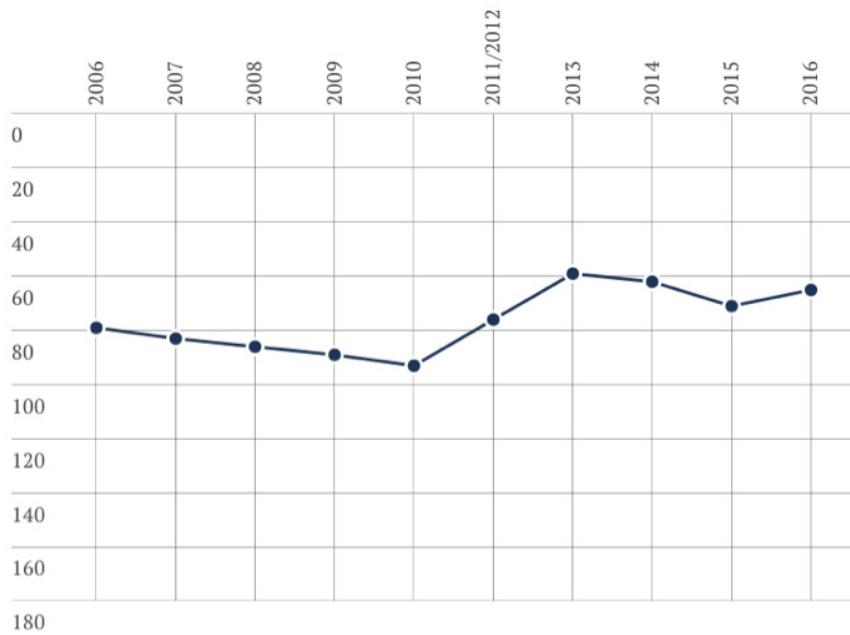
**Part de la population connectée à internet au Sénégal
(et évolution sur les dernières années)**

Source : Internet Live Stats



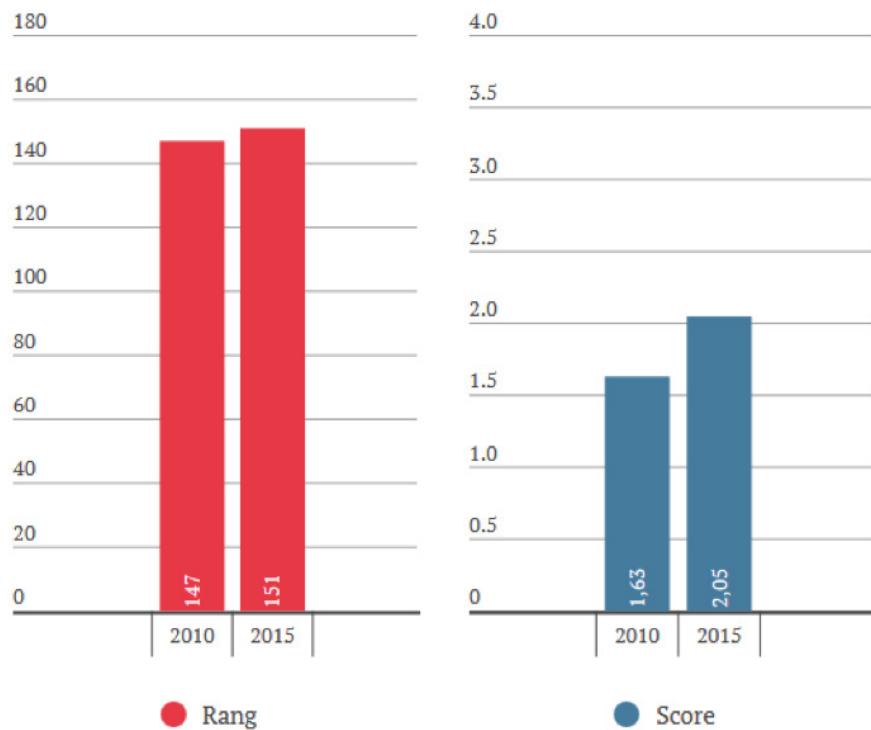
**Situation de la liberté de la presse
selon le classement annuel de Reporters sans frontières par rang**

Source : Reporters sans frontières



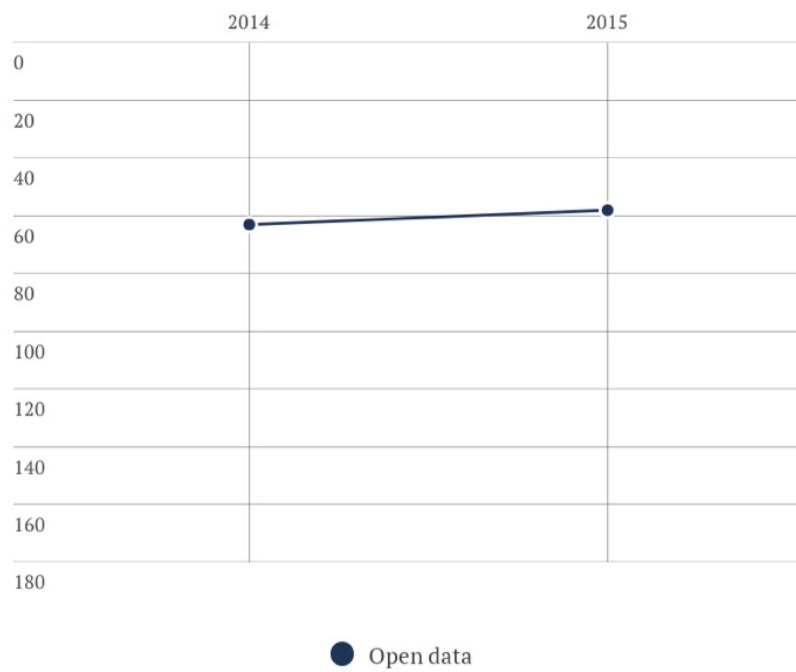
Indice de développement des TIC (IDI)

Source : ITU



Open data

Source : Global open data index



LISTE DES INTERVIEWÉS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Vincent AGUÉ	Bénin
Christelle ASSIRO NCHO	Côte d'Ivoire
Nehemiah ATTIGAH	Ghana
Adrien AUMONT	France
Annick BALLEY	Bénin
Alexis BAZIE	Burkina Faso
Arimi CHOUBADÉ	Bénin
Pierre CHRZANOWSKI	France
Daouda COULIBALY	Côte d'Ivoire
Benjamin DES GACHONS	France
Mohamed DIABY	Côte d'Ivoire
Larissa DIAKANUA	RDC
Jean-Patrick EHOUMAN	Côte d'Ivoire
Cheikh FALL	Sénégal
Mylène FLICKA	Bénin
Cyriac GBOGOU	Côte d'Ivoire
Alexandre GUBERT LETTE	Sénégal
Israël GUEBO	Côte d'Ivoire
Awa GUEYE	Sénégal
Filip KABEYA	RDC
Patient LIGODI	RDC
Kinna LIKIMANI	Ghana
Lalaicha MAIGA	Mali
Mathieu MAIRE DU POSET	France
Micheline MWENDIKE	RDC
Chérif NDIAYE	Sénégal
Blaise NDOLA	RDC
Joël NLEPE	Cameroun
Cheikh Omar OUÉDRAOGO	Burkina Faso
Ciriaque PARÉ	Burkina Faso
Mialy RANDRIAMAMPIANINA	Madagascar
William RASOANAIVO	Madagascar
Lilia RATEFIARIVONY	Madagascar
Olivier SAGNA	Sénégal
Seynabou SY NDIAYE	Sénégal
Edouard TAMBA	Cameroun
Malick TAPSOBA	Burkina Faso
Emmanuel TAPSOBA	Burkina Faso
Maurice THANTAN	Bénin
Idriss TINTO	Burkina Faso
Joël Dimitri VIHOUNDJÈ	Bénin

ABÉCÉDAIRE

Cyberactivistes (ou web activistes) : ce terme désigne les différentes formes de militantisme pratiquées à l'aide de l'internet. Africtivistes, la ligue africaine des web activistes pour la démocratie, s'est réunie pour la première fois à Dakar en novembre 2015.

Open data : l'ouverture des données (*open data*) représente à la fois un mouvement, une philosophie d'accès à l'information et une pratique de publication de données librement accessibles et exploitables. Elle s'inscrit dans une tendance qui considère l'information publique comme un bien commun, dont la diffusion est d'intérêt public et général.

Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) : le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert est un partenariat multilatéral pour promouvoir la transparence de l'action publique et son ouverture à de nouvelles formes de concertation et de collaboration avec la société civile, en faisant notamment levier sur le numérique et les nouvelles technologies. Le PGO repose sur une gouvernance collégiale associant administrations et société civile. La France assure la présidence du PGO pour un an depuis septembre 2016.

Indice de démocratie : l'indice de démocratie, créé en 2006 par *The Economist Group*, évalue le niveau de démocratie de 167 pays. Le calcul est basé sur 60 critères regroupés en cinq catégories : le processus électoral et le pluralisme, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique et la culture politique. La notation se fait selon une échelle allant de 0 à 10. A partir de cette note, les pays sont classifiés selon quatre régimes : démocratique, démocratique imparfait, hybride ou autoritaire.

CFI : AGENCE FRANÇAISE DE COOPÉRATION MÉDIAS

131 avenue de Wagram _ 75017 Paris _ France
www.cfi.fr



CFImédias